

Le Plancher de verre

Les émeutes (ou l'émeute diffuse et fractionnée dans le temps et l'espace) qui ont éclaté en Grèce à la suite du meurtre du jeune Alexandre dans la soirée du 6 décembre 2008 sont productrices de théorie. Elles sont pratiquement, c'est-à-dire consciemment, la compréhension de ce cycle de luttes par lui-même, de son stade présent, elles sont un marqueur théorique et chronologique. Dans toutes ses limites, ce mouvement est la première réaction prolétarienne (bien que non globale) à la crise du capital restructuré. En tant que production de théorie, ce mouvement peut être plus ou moins arbitrairement considéré sous six caractéristiques essentielles :

- la pratique et le discours de ces émeutes font de la crise actuelle de la reproduction capitaliste, une crise de *l'avenir* de ce mode de production ;
- la caractérisation, dans une topologie de la reproduction des rapports sociaux capitalistes, du moment de l'oppression et de la *coercition* dans l'autoprésupposition du capital ;
- la question du caractère « périphérique » ou non des émeutiers par rapport à un « cœur » de la classe ouvrière, c'est-à-dire la question de l'unité de la classe et de sa recomposition ;
- le dépassement de ce qui avait été la dynamique contradictoire de la lutte anti-CPE en France, ce qui n'est pas sans relation avec le deuxième point ;
- le dépassement dans la lutte de l'objectivité du cours du capital et les activités des classes en présence comme choix, décisions, tactiques, stratégies ;

le questionnement de la théorie de la valeur et de la crise du mode de production capitaliste à la lumière d'une attaque du capital hors de la production et de l'extension des pratiques de blocages.

[Plusieurs points sont regroupés dans un même chapitre.]

L'avenir

On peut bien sûr reprendre toutes les analyses qui ont été faites sur la crise permanente du système d'éducation en Grèce (et la récurrence des luttes qui s'y déroulent) : sa sélectivité de plus en plus intolérable, « l'intensification du travail étudiant », son mensonge permanent sur les opportunités qu'il ouvre, le fait que d'« ascenseur social », il devient un pur et simple « reflet des injustices et des clivages sociaux ». Participer aux études devient purement et simplement l'acceptation (*sans contrepartie*) de tous les rapports d'exploitation qui donnent leur forme et leur contenu au système global d'enseignement. Il est nécessaire de rappeler tout cela et le texte de TPTG, *La crise permanente de l'éducation : sur quelques luttes récentes en Grèce*, le fait très bien.¹⁾ Mais ce n'est pas suffisant, il faut aller plus loin. Si, dans de nombreux pays, l'éducation se trouve être un

secteur particulièrement instable et remuant de la société capitaliste, ce n'est pas seulement du fait des « réformes » que la reproduction du capital impose à ce secteur, mais du fait que c'est *la reproduction du capital qui est devenue problématique*. C'est en devenant problématique, c'est-à-dire en étant *en crise comme reproduction*, que l'autoprésupposition du capital désigne, dans un premier temps, comme le lieu de sa crise, les secteurs de la société où sa reproduction prend une forme *spécialisée* par rapport à la société même. Elle touche d'abord les « entrants » et construit la catégorie sociale de la jeunesse. Cette crise de la reproduction s'est concentrée dans les lieux spécialisés de la reproduction, désignant la jeunesse précarisée comme son principal acteur (la « génération 600 euros »), dont les étudiants sont demeurés tout au long du mouvement les principaux *représentants*. C'est par là que le mouvement étudiant a été ce mouvement *général* d'émeutes.

Certains textes grecs, comme ceux de Blaumachen parlent de l'Université comme « fraction du capital » et considèrent les facs comme des lieux de travail – et d'exploitation – en conséquence, le blocage des facultés est compris comme une entrave à la reproduction d'ensemble, si ce n'est à la production tout court, dans la mesure où l'étudiant est considéré comme producteur d'une marchandise particulière : sa force de travail. Dans une telle approche, il faut distinguer deux choses : le dit et le non-dit, c'est-à-dire de quoi une telle analyse, théoriquement fautive, est le symptôme vrai.

À moins d'être des universités privées dans lesquelles s'engagent des capitaux particuliers réclamant au moins le taux de profit moyen et dans lesquelles l'étudiant est le client qui achète la marchandise leçon, les universités ne sont pas des fractions du capital (même dans ce cas, les universités ne seraient pas un secteur productif). Elles sont une fonction essentielle de la production/reproduction de la force de travail, mais, quelle que soit leur *utilité*, dans la mesure où, *via* l'État, c'est de l'argent comme revenu qui y fonctionne, elles ne sont pas des entreprises capitalistes, quelle que soit, là encore, la nécessité de la rationalisation de leur fonctionnement (moins l'étudiant traîne dans ses études, moins il coûte), comme pour n'importe quel *faux-frais* de la production. L'étudiant qui étudie (il ne s'agit pas ici du fait que « être étudiant » soit devenu une position sur le marché du travail précaire : il existe des emplois pour « étudiant », que ceux-ci soient tenus ou non par des étudiants) n'entre dans aucun rapport d'achat-vente de la force de travail et ne produit aucune marchandise contenant une plus-value que son employeur (l'administration de l'université) s'approprierait. L'étudiant doit s'investir dans la production de sa marchandise force de travail en tant que force de travail complexe, mais il ne se l'achète, ni ne se la vend à lui-même. Tant que cette marchandise reste attachée à sa personne, pure subjectivité, elle n'entre dans aucun rapport productif avec le capital. Même si nous admettions l'idée d'une fabrication par l'étudiant d'une marchandise, il ne serait pas un travailleur productif (de capital), tout au plus un petit producteur indépendant portant sa marchandise sur le marché. Il faut remarquer ici que cette « idée de gauche » de l'étudiant producteur d'une marchandise rejoint un thème récurrent de la droite dite libérale selon lequel chacun est le petit entrepreneur de sa personne.

Dans l'autocompréhension vraie du mouvement comme anti-capitaliste, ce qui en fait un mouvement anti-capitaliste, la crise de la reproduction, produit une compréhension fautive de soi : l'étudiant est un travailleur productif, l'Université est un capital. Cette analyse « fautive » est le symptôme vrai de la situation qui structure la révolte « étudiante ». Le mouvement ne s'est pas construit lui-même comme anti-répression, anti-gouvernemental

ou anti-réforme universitaire (en cela il marque une coupure par rapport à la continuité des révoltes étudiantes en Grèce). De fait, dans la révolte lycéenne et étudiante, c'est bien la reproduction de la société capitaliste qui est en jeu, qui est l'objet de la contradiction. Mais, en tant que telle, cette révolte est enfermée, malgré toutes les manifestations de sympathie et de solidarité de la « population », dans les formes institutionnelles de cette reproduction, comme une « rupture de contrat », comme faillite d'un État corrompu surveillé par le FMI et mentant sur son propre fonctionnement à la Commission de Bruxelles.

Le mode de production capitaliste lui-même est *en panne d'avenir*.

Ce à quoi l'on assiste [en Grèce] est une espèce originale de révolte, préfigurée par les émeutes de Los Angeles, Londres et Paris, mais qui se déploie à partir d'une compréhension plus profonde du fait que l'avenir a été de toute façon pillé d'avance. Et en effet, on peut se le demander : quelle génération dans l'histoire moderne (mis à part les fils de l'Europe de 1914) a-t-elle été à ce point entièrement trahie par ses patriarches ? [...] Ma génération, celle du *baby-boom* lègue à ses enfants une économie mondiale en ruines, des inégalités sociales extrêmes, qui atteignent des niveaux stupéfiants, des guerres brutales sur les marges impériales et un climat planétaire devenu incontrôlable. (Mike Davis, interview donnée à un journal grec, reproduit et traduit sur le site de *Contretemps*).

Si, dans l'aire capitaliste occidentale, les épisodes de plus forte conflictualité sociale se centrent sur la jeunesse précarisée (*s'unifiant* dans les émeutes en Grèce, contrairement à ce qui s'était déroulé dans la France de 2005–2006 entre les émeutes de banlieues et la lutte anti-CPE), c'est que la « jeunesse » est une construction sociale. C'est là que se situe le passage du mouvement étudiant à celui des émeutes, de façon tout à fait immédiate, c'est le contrat de travail qui résume ce passage. La crise construit et frappe (c'est un même mouvement) la catégorie des « entrants » et cela selon les modalités de leur « entrée » : formation, précarité (et ceux qui sont dans une situation identique – immigrés). L'essentiel ici, c'est le *contrat de travail* qui situe cette force de travail dans son rapport à l'exploitation capitaliste au niveau des aléas du marché, de la mobilité du capital, etc. C'est quelque chose que l'on rencontre, avec plus ou moins de violence, partout en Europe et aussi aux États-Unis. C'est la crise de la reproduction en tant que telle qui annihile l'avenir et construit la jeunesse comme sujet de contestation sociale. L'avenir, dans le mode de production capitaliste, c'est la reproduction, sans cesse renouvelée, du rapport social capitaliste fondamental entre la force de travail et les moyens de production comme principal résultat de la production capitaliste elle-même. La crise du capital financiarisé n'est pas simplement le décor, la toile de fond, les circonstances, des émeutes en Grèce, elle est la forme spécifique de la panne d'avenir du mode de production capitaliste, par définition elle situe immédiatement la crise au niveau de la reproduction.

Le passage du mouvement étudiant à un mouvement généralisé d'émeutes prolétariennes visant la reproduction du capital en tant que telle dans ce qui la rendrait possible (nous verrons plus loin que ce fut là la limite de ces émeutes), c'est-à-dire les institutions, l'État, la violence, l'idéologie, l'échange, la marchandise, a produit ses acteurs à partir d'un matériau existant. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le développement du capitalisme en Grèce a été chaotique, détruisant les anciennes relations sociales plutôt que construisant de nouvelles impliquant et définissant l'ensemble de la société ; exemplaire à cet égard, l'entrée dans l'Union européenne en fut, pour l'instant, la dernière étape. La bourgeoisie grecque a toujours fait preuve de pusillanimité, à la remorque des grandes puissances capitalistes

(depuis « l'indépendance » même) et regardant plutôt vers le large que vers son territoire national. L'industrie capitaliste grecque, après s'être développée sous la forme de quelques enclaves, le plus souvent aux mains de capitaux étrangers (comme l'était la famille royale), est maintenant exsangue. L'emploi, c'est la marine marchande, le tourisme et le secteur du bâtiment qui lui est lié, l'administration. La révolte contre le capitalisme qui ne l'a jamais fait vivre décemment est intrinsèque à la société grecque.

Les émeutes de décembre 2008 se situent à la conjonction de ce capitalisme prédateur dont l'organe est l'État, tenu par des mafias clientélistes, et de la cristallisation, dans le mouvement étudiant, de la défiance sociale, faite de haine et de mépris, qu'il suscite. Car, en Grèce, le mouvement étudiant est un « milieu social » débordant largement la situation étudiante ou lycéenne. Dans un tel capitalisme, les « marges », la « génération 600 euros », ont vite fait de *représenter* l'ensemble du fonctionnement social, surtout lorsqu'elles sont déjà organisées, comme dans le quartier d'*Exarchia* à Athènes, dans tout un réseau de résistance et d'alternatives (centres sociaux, imprimeries, cafés, locaux associatifs, artisanat, bazars, ateliers de coutures...), c'est-à-dire quand elles sont massives et traitent le capitalisme et l'État comme on considère une armée étrangère d'occupation. Le mouvement des émeutes n'est pas un mouvement étudiant non seulement parce que les étudiants et lycéens ont été immédiatement rejoints par toute une fraction de la population précaire et immigrée, parce qu'il a bénéficié de la sympathie et de la participation occasionnelle d'une partie de la population, mais aussi parce que le mouvement étudiant n'était *déjà* pas un mouvement « étudiant », la situation d'étudiant est une situation sociale et *politique* : c'est-à-dire un rapport conflictuel à l'État, à la fois l'exploiteur à venir (l'administration est quasiment le seul débouché), mais un exploiteur potentiel qui, se refusant, condamne à un *no man's land* social. Dans cette situation, produite par le fonctionnement même du capitalisme, la contrainte et l'extériorité du rapport social capitaliste apparaissent comme un *état*, un point de départ, et non comme une *activité* (nous avons là simultanément la force et la faiblesse de ces émeutes). La production de l'appartenance de classe et du rapport social capitaliste comme une contrainte extérieure, qui est une *activité* de classe à l'intérieur du rapport lui-même, apparaît ici comme *état* d'extériorité dont la simple violence est le fondement social. Que l'on comprenne bien que « l'extériorité » dont nous parlons est intrinsèque à une activité de classe qui, contre le capital, inclut pour la classe sa propre remise en cause, il n'est absolument pas question ici d'extériorité militante, interventionniste ou activiste. Quelles que soient les limites spécifiques du mouvement dont nous parlons ici, il serait absolument faux d'y plaquer les schémas de la critique du militantisme et de l'interventionnisme.

De façon cohérente les objectifs, les cibles, de ces émeutes ont été les *institutions où la reproduction du mode de production acquiert une forme séparée* par rapport à la société dont elles sont les institutions de reproduction tant politiques qu'économiques et idéologiques, ainsi que les formes de la *circulation* dans lesquelles le capital fait retour à lui-même. Quand c'est l'avenir qui est déjà pillé et que pratiquement et consciemment un mouvement se situe à ce niveau de la reproduction, même si celle-ci demeure perçue et attaquée comme instances séparées de la production, il ne peut y avoir de revendication, car il n'y a plus d'alternative et même pas l'illusion, comme en Italie au même moment, qu'il puisse y en avoir une. C'est dans cette crise de la reproduction des rapports sociaux que s'ancre, dans l'autoprésupposition du capital, le moment *coercition et normalité* dont les émeutes ont été non seulement la mise à jour mais pratiquement *la mise en forme*.

La police et l'armée sont le dernier mot de l'autoprésupposition du capital face à la résistance aux dispositions prises par la classe capitaliste dans le domaine du travail, de la protection sociale (santé, retraite...), de l'éducation. Directement dans le rapport au travail, être précaire ou travailleur migrant signifie qu'il faut travailler chaque fois que le patron en a besoin, accepter de faire des heures supplémentaires non rémunérées et d'être licencié selon les aléas de la conjoncture. Cela signifie également être tabassé ou vitriolée à la moindre revendication ou même plainte. Être travailleur précaire ou migrant, c'est déjà vivre sous un régime de terreur, si l'on est un travailleur « grec-stable », la terreur du travail ce sont les « accidents » dont la multiplication suit l'intensification de l'exploitation. De façon absurde, le salaire et la reproduction de la force de travail tendent à devenir illégitimes pour le capital lui-même (cf. dans *Théorie Communiste* 22, le texte « Revendiquer pour le salaire »)²⁾. C'est cela la crise de la reproduction, la panne d'avenir. C'est cela aussi, dans l'objectivité même du capital, la reproduction de son appartenance de classe devenant, pour le prolétariat, une contrainte extérieure dans le rapport même d'exploitation qui le reproduit comme classe et le lie indissociablement, en tant que classe, avec le capital. Il y a partout dans ces émeutes comme un sentiment de « rupture de contrat » de la part du capital : « Gagnerons-nous assez d'argent pour avoir des enfants ? »

Les émeutes en Grèce signifient la fin de la période ouverte, dans le cycle de luttes actuel, avec la vague de grèves de 1995 en France et les concentrations « anti-sommets » de la fin des années 1990, c'est-à-dire la fin de la période du *démocratisme radical*³⁾ comme expression et fixation des limites de la lutte de classe. Il n'y a plus d'autre avenir possible, parce qu'il n'y a plus d'avenir : *l'alternative est morte*. « Souvenez-vous des manifestations contre l'OMC et la "bataille de Seattle" en 1999 qui ouvrirent une nouvelle ère de protestation non-violente et d'activisme local⁴⁾. La popularité des forums sociaux mondiaux, les millions de manifestants contre l'invasion de l'Irak par Bush et le large soutien aux accords de Kyoto – tout cela véhiculait l'immense espoir qu'un "alter monde" soit déjà en train de naître. Dans le même temps, la guerre n'a pas pris fin, les émissions de gaz à effet de serre ont monté en flèche et le mouvement des forums sociaux a dé péri. C'est tout un cycle de protestations qui est arrivé à son terme le jour où la chaudière du capitalisme mondialisé a explosé à Wall Street, laissant dans son sillage à la fois des problèmes plus radicaux et de nouvelles opportunités pour la radicalité. La révolte d'Athènes répond à une soif de colère : elle met fin à la récente sécheresse en la matière. Il est vrai que ceux qui l'animent semblent n'avoir qu'une faible tolérance pour les slogans d'espoir et les solutions optimistes. Ils se distinguent ainsi des revendications utopiques de 1968 ou de l'esprit rêveur et volontaire de 1999. C'est bien sûr cette absence de demande de réformes (et ainsi l'absence de toute prise permettant la gestion de la protestation) qui est l'élément le plus scandaleux – et pas les cocktails Molotov ou les vitrines brisées. Cela rappelle moins les mouvements étudiants des années 1960 que les révoltes intransigeantes de l'anarchisme des bas-fonds dans le Montmartre des années 1890 ou du *Barrio Chino* à Barcelone au début des années 1930. » (Mike Davis, *op. cit.*)

L'absence d'avenir, ce n'est pas seulement la disparition de la promesse de vivre mieux, mais encore le fait de poser comme enjeu la possibilité de pouvoir survivre et se reproduire en tant qu'être en chair et en os. Ce que les prolétaires ont la fâcheuse habitude d'être. Ce n'est pas de leur faute : être de chair et d'os est absolument une contrainte et une construction *sociales*, le prolétaire est le premier travailleur purement physique, une subjectivité sans

objet (il n'a aucune relation objective ou personnelle à aucun moyen de production ou de subsistance). Quand le prolétaire est menacé dans sa constitution physique, c'est sa définition sociale qui est en jeu.

Au même moment, les « slogans d'espoir » et les « solutions optimistes » sont encore de mise en Italie. On peut voir dans cette discordance un simple effet de situations économiques contrastées entre l'Italie et la Grèce, où l'État vient de voir sa note rétrogradée quant à la confiance que les investisseurs peuvent mettre en lui. Mais demain, l'Italie peut connaître une vague d'émeutes semblable à la Grèce et la Grèce un vaste mouvement revendicatif avec floraison de collectifs de base. Il faut surtout considérer que la lutte de classe est un processus mondial et global, mais qui n'est pas homogène, et dans lequel les luttes ne prennent pas place sur un axe chronologique, où il y aurait des « mouvements d'avant-garde » et des « anachronismes ». Si la situation où le prolétariat agissant en tant que classe est dans un rapport contradictoire tel avec le capital que sa lutte peut être sa propre abolition, si cette situation est la dynamique de ce cycle de luttes, elle se construit de façon chaotique. Là, au travers de revendications salariales que le mode de production capitaliste ne peut et ne veut plus satisfaire ; là, au travers de vastes mouvements de base auto-organisés proposant des alternatives ; là, au travers d'émeutes produisant l'appartenance de classe comme contrainte extérieure et le rapport d'exploitation comme pure et simple coercition. Personne n'est en avance, personne n'est en retard, parce qu'aucun n'est indépendant.

Cependant, dans ce chaos, tous les termes ne sont pas identiques et n'entretiennent pas le même rapport à la dynamique de ce cycle considérée comme totalité. La dynamique de ce cycle de luttes, c'est l'*écart* que certaines pratiques actuelles créent à l'intérieur même de ce qui est la limite générale de ce cycle de luttes : agir en tant que classe. L'activité de classe du prolétariat est maintenant de plus en plus déchirée de façon interne : elle n'a, en demeurant action de classe, que le capital pour horizon (toute libération du travail et affirmation du prolétariat comme classe dominante ayant disparu), simultanément dans son action contre le capital, c'est sa propre existence comme classe qu'elle rencontre et qu'elle doit traiter comme quelque chose à supprimer. La plupart des luttes actuelles sont amenées à vivre cet écart, cette déchirure intérieure, les émeutes en Grèce n'y ont pas échappé.

Agir en tant que classe comporte un écart par rapport à soi, dans la mesure où cette action comporte la propre remise en cause de la classe par rapport à elle-même : la négation par le prolétariat de son existence comme classe à l'intérieur de son action en tant que classe (c'est cela l'écart dans l'action en tant que classe). Dans les émeutes en Grèce, le prolétariat ne revendique rien et ne se considère contre le capital comme le fondement d'aucune alternative, simplement, il ne veut plus être ce qu'il est.

Au même moment, malgré son ampleur bien plus grande, sa large mise en mouvement de la classe ouvrière, l'« *Onda anomale* » italienne est renvoyée, de par la seule simultanité des émeutes en Grèce, à ses impasses, à son absence de perspective. Les émeutes en Grèce signifient que l'*Onda* n'a pas de perspectives, n'indique pas l'avenir de la lutte des classes. Inversement, la simultanité même de ces luttes (italiennes et grecques) confère aux émeutes en Grèce un sens qu'elles n'aurait pas en dehors de cette simultanité, celui de désigner, dans le fait d'agir en tant que classe, la nature même des limites actuelles de la lutte de classe à l'intérieur de celle-ci considérée comme un tout.

Cette intrication, comme écart, des éléments de la lutte de classe a d'ores et déjà un sens, celui de la remise en cause par le prolétariat de son existence de classe dans sa lutte contre le capital. En Grèce, le principal contenu de cette remise en cause a été de montrer et mettre en forme la reproduction des rapports sociaux capitalistes comme incluant la coercition.

Le moment coercition

L'exploitation n'est pas le contenu d'un rapport contradictoire entre deux termes symétriques (il n'y aurait pas alors de contradiction), elle est une différence de relation à la totalité qui, vu son contenu, détermine un terme à remettre en cause et dépasser cette totalité. Ce n'est pas l'exploitation en soi qui porte son dépassement, c'est la situation et l'activité spécifique du prolétariat, comme pôle que le mode de production capitaliste comme totalité implique, qui porte et produit le dépassement de cette totalité.

L'exploitation, c'est la valorisation du capital dans ses trois moments constitutifs : le face à face de la force de travail et du capital, la subsumption du travail sous le capital, la transformation de la plus-value en capital additionnel. Ici, c'est ce troisième moment qu'il faut plus particulièrement prendre en compte. Une crise de la reproduction se définit par le fait que le mouvement de l'autoprésupposition du capital, le double moulinet de sa reproduction⁵⁾, ne remet pas de lui-même chacun à sa place.

Cette transformation de la plus-value en capital additionnel n'est jamais acquise : de par la concurrence, bien sûr, au niveau le plus superficiel, aussi de par le fait que cette transformation implique la rencontre du capital marchandise et de l'argent comme capital ou moyen de circulation (c'est la possibilité générale des crises), mais surtout parce qu'elle implique la transformation sous-jacente de la plus-value en profit, donc le rapport de la plus-value au capital total engagé et, dans le renouvellement des cycles de production, l'augmentation de la composition organique. La baisse du taux de profit est constamment le caractère *jamais acquis* de la transformation de la plus-value en capital additionnel, et donc du renouvellement du procès. Il ne s'agit pas ici d'un problème qui n'affecterait que des capitaux individuels en tant que tels. Si, en effet, le caractère jamais acquis de cette transformation de la plus-value en capital additionnel apparaît au niveau des capitaux individuels, c'est qu'il y a concurrence ; mais ce n'est pas là qu'il trouve son origine, s'il y a concurrence, c'est qu'il y a baisse du taux de profit. Le caractère jamais acquis de la transformation de la plus-value en capital additionnel est une caractéristique du capital social.

Que ce soit la transformation de la plus-value en capital additionnel qui soit problématique passe tout autant par les transformations du capital, les faillites, les licenciements, la transformation d'une partie de la population en surnuméraires, que par l'augmentation des cadences, la transformation du procès de travail, la fixation du prix de la force de travail. La transformation de la plus-value en capital additionnel c'est aussi et tout d'abord l'extraction d'une plus-value « suffisante » pour permettre cette transformation. « Les deux formes [de l'extorsion de surtravail] ont en commun que le capital est un *rapport coercitif* (souligné dans le texte) visant à extorquer du surtravail... » (Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p. 195)

C'est là que réside la possibilité générale de la crise de l'exploitation comme pratiques contradictoires entre des classes, c'est là que réside le processus de particularisation des termes de la contradiction dans leurs activités de sujets, c'est là que réside leur indépendance et leur implication réciproque, c'est là que *dans l'exploitation*, réside la coercition.

L'autoprésupposition du capital n'est pas un mouvement automatique qui, en tant que tel, se suffirait à lui-même pour remettre chacun à sa place. L'autoprésupposition du capital n'est pas la respiration d'un monstre automatique, elle contient, comme fonction d'elle-même, l'action des sujets de la contradiction. C'est là que le rapport d'exploitation est coercition, tant comme activité de la classe capitaliste que comme activité du prolétariat en tant que lutte contre cette remise à sa place. Pour la classe capitaliste, cette action se concentre comme État.

Le mode de production capitaliste tel qu'il est sorti de sa restructuration est une autre organisation de l'espace de la reproduction du capital et une autre organisation de la violence. Les « marges » ne sont plus rejetées à la périphérie, mais partout intégrées à tous les niveaux d'échelles de la reproduction. Si le principal résultat du procès de production, c'est la reproduction du face à face entre le prolétariat et le capital, que de ce face à face découle *ipso facto* le premier moment de l'échange entre le capital et le travail (achat-vente de la force de travail) ne va pas de soi. Partout la disciplinarisation de la force de travail face à un prolétaire redevenu, *en tant que prolétaire*, un pauvre, est le contenu de l'ordre du jour. Les formes d'interventions sont celles de la discipline.

Le rapport d'exploitation contient de façon immanente un rapport de domination directe, d'assujettissement et de contrôle social et policier. Mais si on prend le rapport de domination, d'assujettissement, pour l'ensemble du rapport d'exploitation, la partie pour le tout, on perd en route le rapport d'exploitation et les classes. Le moment de la coercition, pris comme point de départ et posé comme la totalité du rapport de l'individu à la société, sombre inéluctablement dans le point de vue de l'individu isolé et de la critique de la vie quotidienne. C'est-à-dire que l'on a perdu la *structure* qui fait qu'il y a *individu isolé*, on se contente alors de partir de ce qui n'est qu'un résultat.

Dans certaines conditions et configurations de la lutte des classes, peuvent se développer des pratiques qui, *pour elles-mêmes*, se séparent des autres moments de l'exploitation. C'est alors fondamentalement à l'intérieur du rapport d'exploitation que le prolétariat produit pratiquement le capital comme coercition, comme une contrainte extérieure à l'intérieur même du rapport de classe. En même temps, à l'autre pôle de la contradiction, la reproduction du capital devient corruption, affairisme, népotisme. Dans une crise de la reproduction qui, comme en Grèce, place au premier plan comme fondement de la société les instances institutionnelles et marchandes de sa reproduction, l'autoprésupposition du capital semble être devenue folle. Ce qui n'est que coercition d'un côté, apparaît comme pur affairisme et corruption de l'autre. Le « contrat » est rompu : « Tout cela se déroule [la misère du peuple] alors que des millions d'euros atterrissent dans les poches d'entreprises religieuses [référence aux scandales fonciers du Mont Athos] et d'athlètes olympiques dopés et payés des sommes extravagantes pour "glorifier la patrie". Un argent qui finit dans les poches des riches et des puissants. Des pots-de-vin sont versés aux "copains" et des journalistes corrompus se livrent à de sordides marchandages afin de couvrir des scandales impliquant le gouvernement. Alors que des dizaines de personnes périssent dans des

incendies de forêts pour permettre au grand capital de transformer ces zones en sites touristiques et que des travailleurs crèvent dans les chantiers de construction et dans les rues et que leurs décès sont classés comme de simples “accidents du travail”. » (Tract *Plus rien ne sera jamais comme avant*, traduit sur le site de *Ni patrie Ni frontières*)⁶⁾.

En Grèce, la crise de la reproduction, la panne d’avenir, ont désigné les catégories sociologiques qui en sont les acteurs (étudiants, lycéens, immigrés de la seconde génération, travailleurs précaires) et construit la catégorie sociale qui en est la synthèse : la jeunesse.

C’est toute l’ambivalence de ces émeutes : la remise en cause de ce que l’on est, non seulement part de ce que l’on est (ce qui va de soi), mais encore fait de ce que l’on est la catégorie *particulière* devant exprimer la dissolution *générale* des conditions existantes. En tant que réponse policière, la réponse de l’État n’est pas « à côté de la plaque ». La réponse de l’État est au niveau de ce contenu général, le quadrillage policier semblable à celui d’une armée d’occupation est un avertissement donné à tout le prolétariat précaire et au-delà. La reproduction du face à face entre la force de travail et le capital devient une affaire de discipline. Ces émeutes ont été un mouvement de classe et non une simple agitation d’activistes (ce qui serait également un mouvement de classe), mais il n’a pas été une lutte dans ce qui est la matrice même des classes : *la production*. C’est par là que ces émeutes ont pu accomplir cette chose capitale de produire et de viser l’appartenance de classe comme contrainte, mais elles n’ont pu le faire et atteindre ce point qu’en se heurtant, comme à leur limite, à ce *plancher de verre* de la production. Et la façon (objectifs, déroulement des émeutes, composition des émeutiers, etc.) dont ce mouvement a produit cette contrainte extérieure a été intrinsèquement définie par cette limite. Ce fut l’ambivalence de ce mouvement. Les émeutes en Grèce n’ont pas été que la fin du démocratisme radical, *mais aussi celle des milieux alternatifs* qui, à partir de leur propres critiques en actes du mode de production capitaliste, ont fait apparaître *pour eux-mêmes*, dans leur propre pratique, la séparation entre reproduction et production, séparation qui est devenue leur plancher de verre.

La configuration de la lutte des classes qui se met alors en place fait que ces acteurs balancent sans cesse entre, d’une part, le point de vue de l’individu isolé et la réduction du rapport capitaliste à la coercition, et, d’autre part, l’inclusion de ce moment dans l’exploitation et la reproduction de classe. Mais cette inclusion prend la forme particulière d’un appel et d’une référence à la classe ouvrière dans une perspective syndicaliste de base et auto-organisationnelle. Cet appel avec ce contenu prit une forme caricaturale avec les militants de l’ESE (Union syndicaliste libertaire), qui se réclame de l’anarcho-syndicalisme (opposée à la majorité du mouvement anarchiste située sur des bases dites « insurrectionnalistes ») C’est le dilemme dans lequel se situe ce mouvement, c’est une de ses limites et simultanément là où il définit un *écart* (comme on le verra au chapitre suivant) dans l’action du prolétariat en tant que classe. En fait, l’ESE est un tout petit groupe, ce sont les seuls à se réclamer officiellement de l’anarcho-syndicalisme. Ils ont un écho très limité ou même insignifiant dans le « milieu » en Grèce. Mais il est difficile de dire d’autre part qu’une forte majorité du « milieu anarchiste » est composée d’« insurrectionnalistes », même s’il est clair que la manière d’envisager l’usage de la violence comme une nécessité concerne la grande majorité de ce milieu. Après 2003 et le déclin du mouvement anti-mondialisation, on a assisté en Grèce à une sorte de « restructuration » du milieu anarchiste, beaucoup de jeunes l’ont rejoint, entraînant un élargissement et une

modification de son rapport à la « société ». Les tentatives de mettre en place des « syndicats de classe », selon un anarcho-syndicalisme pas complètement théorisé, sont le produit de cette modification. Les membres de ces syndicats (en premier lieu le syndicat de tous ceux qui travaillent, comme indépendants, avec leur moto) jouèrent un rôle essentiel dans l'initiative d'occuper le siège de la GSEE. Ce nouvel aspect des rapports à l'intérieur du milieu anarchiste fut un des facteurs expliquant, d'un côté, la forte interaction entre la généralisation des émeutes et le milieu anarchiste, et, d'un autre côté, la scission telle qu'elle s'est manifestée lors de l'occupation du siège de GSEE et dans quelques autres cas moins tranchés. En ce sens, on peut dire, que le « milieu » lui-même reproduisait en son sein l'ambivalence générale de ces émeutes et, à son niveau, *l'écart* qui s'y est produit.

En Grèce, c'est dans cette configuration et dans l'ambiguïté qu'elle contenait que, pour les prolétaires en lutte, leur appartenance de classe, leur propre définition comme classe dans leur rapport au capital, a été produite et est apparue comme une contrainte extérieure. *Ils se sont, par leur propre pratique, remis en cause comme prolétaires dans leur lutte, mais ils ne l'ont fait qu'en séparant, dans leurs attaques et leurs objectifs, les moments et les instances de la reproduction sociale.* Pour le reste, il s'agissait de se référer à une classe ouvrière demeurant ce qu'elle était et appelée seulement à s'auto-organiser (même lorsque des étudiants/travailleurs précaires ont investi deux centres d'appel (*call centers*), le travail n'a été interrompu que quelques instants). *Reproduction et production du capital sont demeurées étrangères l'une à l'autre.* Le résultat de ce balancement, ce fut le caractère minoritaire du mouvement et *finalement*, lors de son repli, son auto-enfermement sur les quartiers d'Exarchia à Athènes et d'Ano Poli à Thessalonique.

La lutte est restée centrée sur la reproduction et le troisième moment de l'exploitation, les émeutiers grecs ne pouvaient pas faire grève, ils n'ont pas mis en avant, pour eux, une identité ouvrière, ils l'ont uniquement invoquée pour les autres. Attaquer le capital comme reproduction séparée et comme contrainte à la reproduction des rapports sociaux, c'est non seulement ne pas interrompre la production capitaliste, mais c'est aussi ne pas pouvoir envisager, même très hypothétiquement, l'expropriation du capital, l'emparement des éléments du capital productif et des éléments matériels de la reproduction sociale et des flux, pour ses propres buts avec toutes les limites et les ambiguïtés qui vont avec (autogestion...).

Les « Assemblées populaires de quartiers » n'ont, en général, jamais duré et ont laissé « les gens du coin » indifférents ou, au mieux, simplement curieux⁷⁾. Il faut cependant signaler le cas de l'occupation de la mairie d'un quartier sud d'Athènes où les employés municipaux poursuivent certaines activités en liaison avec l'assemblée du quartier : « Dans Aghios Demetrios, l'assemblée populaire de l'occupation a essayé de coopérer avec les employés municipaux pour redémarrer quelques services sans la médiation des autorités municipales. L'objectif était de satisfaire les besoins sociaux urgents, tels que le fait d'éditionner des cartes vertes pour les immigrants et de payer les salaires et les allocations supplémentaires. Le maire et le conseil municipal ont intimidé les ouvriers en essayant de les empêcher de fournir ces services. » (TPTG et Blaumachen, *op. cit.*).

De façon générale, il faut banalement regarder les chiffres relatifs aux diverses manifestations qui excèdent rarement 200 ou 300 personnes dans une agglomération (Athènes-Le Pirée) qui dépasse les quatre millions d'habitants (*cf.*, dans ce volume,

Présentation actualisée des événements récents à Athènes et Thessalonique vus par les yeux de quelques participants prolétariens). Dire sur un ton emphatique qu'il s'agit d'une « révolte de toute une partie de la population », comme on peut le lire dans un tract diffusé en région parisienne, relève de la pure fantaisie. Cependant, ce qui échappe aux chiffres c'est la diffusion du mouvement. Si l'on peut dire que les émeutiers ou même les manifestants étaient minoritaires, il faut ajouter qu'ils étaient minoritaires... *partout*. Certains jours à Athènes il pouvait y avoir quatre manifs de quartier simultanées en plus d'une manif centrale et de la poursuite des occupations. De toute façon, la question d'un « mouvement de masse » ou non ne se ramène pas simplement à une question de nombre, le critère c'est la liaison entre production et reproduction qui perd alors ses déterminations d'*institutions* de la reproduction et de vie quotidienne⁸⁾. La limite de l'extension de ces émeutes ne fut pas un phénomène purement quantitatif ou un simple manque (« il aurait fallu que la classe ouvrière directement engagée dans la production et la circulation entre dans la danse »), *la limite ne doit pas être considérée comme un extérieur, comme simplement quelque chose qui borde mais comme définitoire même de ce dont elle est la limite*, de façon intérieure.

Dans *Comme un hiver d'un millier de Décembre*, TPTG et Blaumachen écrivent : « Les flics sont de façon crue et visible le sommet de l'iceberg dont la masse est faite de la corruption scandaleuse du gouvernement, d'un État de contrôle sécuritaire – renforcé après les Jeux Olympiques de 2004 – qui n'hésite pas à tuer de sang-froid, de l'attaque continuelle des salaires, de la perpétuelle augmentation du coût de la vie et du coût pour les ouvriers de leur reproduction par la démolition graduelle de l'ancien système de retraite et de santé, d'une détérioration des conditions de travail et d'une augmentation du travail précaire et du chômage, d'une surcharge de travail insupportable dans les lycées et les universités, d'une destruction effrayante de la nature, d'une apparence clinquante constituée d'inconsistants objets du désir dans les centres commerciaux et les clips télé, accessibles seulement si vous acceptez un lourd surcroît d'exploitation et d'anxiété. » Le problème c'est que tout cela ne fut attaqué que comme attaque des flics, attaque de ce sommet de l'iceberg.

La lutte contre la coercition, c'est la lutte contre la « normalité », c'est-à-dire « leur normalité, la normalité de l'exploitation capitaliste, la misère, la répression et la mort » dit un tract du mouvement. Le mouvement, dans sa limite et sa dynamique, exprime, pour le meilleur et pour le pire, le point de vue de la vie quotidienne. Du point de vue de sa transformation, la banalité et l'inintérêt de la vie quotidienne sont renversés en preuve de sa centralité. La banalisation et l'ennui sont posés comme le principe général de cette société : le sapin de Noël géant en plastique de la place Syntagma peut alors devenir une cible hautement stratégique que la police anti-émeutes protège et les magasins de la rue Ermou, ouverts le dimanche pour faciliter et accélérer les achats de Noël, sont des objectifs tout comme le métro et son morne transport de la force de travail : « je consomme, donc je suis », « travaille, consomme, meurs » proclament les banderoles déployées lors d'une petite manif (150 personnes) et d'une intervention qui ont duré une heure dans un centre commercial. Mais, du point de vue de la critique de la vie quotidienne, le prolétariat n'est que marchandise-force de travail à partir de laquelle se produit la révolte contre sa situation de marchandise, cette révolte provient non de la contradiction que recèle cette situation *dans le mode de production capitaliste lui-même et pour lui*, c'est-à-dire de sa situation même de marchandise force de travail, des contradictions qui y sont présentes (surtravail/travail nécessaire ; valeur d'usage/valeur d'échange), mais de ce que cette situation nie : la vie, le vécu, etc. Parce que la critique de la vie quotidienne ne dépasse pas

celle de la marchandise et de l'échange, entre le prolétariat et le capital il ne s'agit pas de la contradiction de deux termes formant une totalité et n'existant que l'un par l'autre, mais de deux termes qui ne sont pas chacun la raison d'être de l'autre et sa négation ; en fait ce n'est pas une contradiction.

Avoir construit dans l'exploitation, par sa pratique, le moment de coercition comme inclus dans la reproduction du mode de production capitaliste et non comme simple répression policière, est le principal apport général des émeutes en Grèce. La coercition ne se limite pas à la répression, elle inclut tous les processus sociaux et toutes les institutions par lesquels le prolétariat est constamment mis en situation par le capital de le valoriser. Ce moment est inclus dans l'exploitation en tant qu'autoprésupposition du capital, inclus dans le procès qui fait de la production capitaliste une reproduction. Le moment de coercition de l'autoprésupposition, au-delà de la simple intervention policière, n'a pas été la cause mais le contenu des émeutes. Ces émeutes ont montré l'inclusion de la coercition dans le procès de reproduction des rapports sociaux capitalistes, mais elles ont montré cette *inclusion* comme étant, de façon interne, leur propre *manque*, dans la mesure où l'attaque de ce moment et de toutes les institutions qui le mettent en œuvre est demeurée séparée de la production. C'est la situation sociale même des émeutiers qui est apparue dans cette contradiction de l'inclusion et du manque. Étudiants sans avenir, jeunes immigrés, travailleurs précaires, ils sont des prolétaires vivant au quotidien la reproduction des rapports sociaux capitalistes comme coercition, coercition *incluse* dans cette reproduction parce qu'ils sont prolétaires, mais la vivant quotidiennement comme *séparée* et aléatoire (accidentelle et non nécessaire) par rapport à la production même. Ils luttent à la fois dans ce moment de la coercition comme séparé et conçoivent et vivent cette séparation que comme un manque de leur propre lutte contre ce mode de production.

C'est par là que ce mouvement a produit l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, mais ce ne fut qu'ainsi. C'est par là qu'il se situe au niveau de ce cycle de luttes et en constitue un moment historique déterminant. C'est l'attaque des institutions et des formes de la reproduction sociale prises pour elles-mêmes qui, d'un côté, l'a constitué et a fait sa force qui en a simultanément exprimé ses limites. Limites dont la manifestation empirique la plus évidente est son impossibilité, par ce qui en a constitué sa force, à s'étendre. Malgré toute la sympathie populaire qui a été la sienne, il n'a jamais été un mouvement de masse. Ce fut une sympathie de spectateurs intéressés, mais de spectateurs. Le mouvement, par là même, est demeuré à la périphérie de ce qui était ses objectifs mêmes : les institutions de la reproduction, ne les affectant jamais de façon déterminante, paradoxalement parce que c'était ses objectifs et sa raison d'être spécifiques. Ni la production, ni la circulation du capital ne furent à aucun moment réellement affectées, même le blocage des achats dans les magasins de la rue Ermou (ou dans des centres commerciaux de la périphérie), le dimanche précédant Noël, fut finalement un échec pour la simple raison que les chalands se pressaient pour leurs achats. Tout comme interrompre une minute la diffusion d'un programme télé pour dire aux spectateurs de descendre dans la rue relève du fantasme pur et simple s'ils n'y sont pas déjà.

Essentiellement, ce mouvement a été celui de l'autonomisation de la reproduction, globalement comme vie quotidienne, spécifiquement comme critique des appareils institutionnels de la reproduction. Les deux aspects se sont trouvés synthétisés dans la critique de la démocratie. Les émeutes en Grèce semblent être le premier mouvement de

l'époque récente où la démocratie est centralement et réellement critiquée tant comme forme politique gouvernementale que comme mode de fonctionnement de la lutte elle-même. C'est un mouvement qui n'a aucune illusion politique, si ce n'est précisément celle de la critique de la démocratie.

Voyant le mouvement de France, les auteurs du tract circulant en région parisienne que nous citions précédemment peuvent justement écrire : « Les émeutiers grecs nous montrent ainsi une voie qui avait été cherchée lors de la contestation du CPE et ces dernières semaines (occupations de lycées et d'autres bâtiments, blocage de voies de communication et quelques bagnoles cramées) ils font mieux et refusent le dialogue truqué avec l'État et ses sbires ». Cette contestation de la démocratie gouvernementale et du fonctionnement démocratique dans la lutte elle-même ne relève pas d'une meilleure méthode de lutte enfin trouvée mais de son absence de revendication et de représentant. En tant que crise de la reproduction, c'est l'existence même d'un rapport avec l'État et quelque institution que ce soit qui est contestée : le mouvement ne produit ni revendication, ni représentant. « Disparition de tous ceux qui parlent pour nous : partis, syndicats, experts, journalistes, associations », dit le même tract.

En juin 2006, le groupe Blaumachen de Thessalonique avait publié un texte, *L'occupation, pas la démocratie !*, tirant une expérience critique de la lutte anti-CPE telle qu'elle s'était déroulée en France et des luttes étudiantes en cours à ce moment-là en Grèce. Quelques mois plus tard, dans une brève présentation, le contenu du texte est ainsi défini : « [Il] a été défini par ce que nous voyions alors comme la principale faiblesse du mouvement, c'est-à-dire l'adhésion aux procédures démocratiques et généralement à l'idéologie démocrate, accompagnant l'absence de toute critique du travail scolaire et du rôle de médiation des médias ». Cette même présentation évoque un autre texte contemporain (*Que les occupations deviennent des barricades temporelles*) « introduisant la revendication d'un "salaire social" ». Si tout le texte définit bien les entraves à la lutte que constitue son cours démocratique, ce qui n'est pas compris c'est la liaison entre le contenu de la lutte, l'existence même de revendication(s) (la revendication implique la démocratie comme auto-reconnaissance du groupe et rapport à l'adversaire), ses acteurs, et la mise en forme démocratique. Le cours démocratique de la lutte est simplement critiqué comme une mauvaise méthode de luttes. En cela, l'idéologie démocratique chassée par la porte revient par la fenêtre.

« Quand se constituent des procédures de délibération (une assemblée, une coordination ou un Parlement), la principale question ce ne sont pas les procédures par lesquelles la volonté de tous les participants peut s'exprimer, mais le rapport entre le processus de débat et l'action, une question qui ne peut être dissociée de la nature de l'action elle-même. Nous n'avons que faire des procédures par lesquelles l'opinion de tout un chacun peut s'exprimer. Nous ne voulons pas débattre avec tout le monde. » (Blaumachen, *op. cit.*). Malgré la remarque selon laquelle « cette question ne peut être dissociée de l'action », la question demeure toujours celle de la prise de décision, c'est-à-dire que le point de départ est toujours l'individu et le groupe qui va agir comme une somme d'individus ayant décidé d'agir ensemble. Quelle que soit la procédure mise en œuvre pour prendre la décision, la question est toujours celle de l'individu et de la décision. Dans le cours d'une lutte, la démocratie n'est pas une forme de la prise de décision et du rapport à l'action que l'on pourrait remplacer par une autre. La critique formelle de la démocratie ne dit pas pourquoi

celle-ci existe, pourquoi elle s'impose en tant que contenu comme forme de cette lutte. Cette critique dit bien pourquoi cette forme est une entrave mais ne dit pas pourquoi l'entrave existe et est *choisie* par les acteurs de cette lutte. À ce moment-là, si la critique elle-même demeure démocratique, c'est qu'elle propose un autre choix, une autre façon de faire. Mais, en réalité, dans toute lutte où apparaît une critique des procédures démocratiques, ce qui est en jeu c'est le passage à un autre contenu de la lutte, *ce n'est pas alors la procédure ancienne qui est l'objet de la critique mais l'ancien contenu de la lutte*. C'est ce passage que la critique des procédures démocratiques manque dans sa compréhension de la lutte en cours et dans la propre compréhension d'elle-même.

Durant les émeutes récentes en Grèce, il semblerait que le mouvement ait spontanément débuté et se soit construit dans l'action directement au-delà des procédures démocratiques, reconnues comme entraves, aussi bien dans la lutte elle-même, qu'en tant que forme de gouvernement (la démocratie étant immédiatement considérée comme la forme actuelle de l'État et de sa police que l'on hait, ni plus ni moins). Bien sûr, il fut question de « démocratie directe » et d'un meilleur processus de discussion pendant les assemblées (« plus de gens doivent parler », « tout le monde a le droit de parler », « nous ne voulons pas que les "spécialistes" parlent à notre place », « nous sommes tous égaux »). Mais un mouvement qui ne formule aucune revendication face à l'État donne à sa lutte un contenu qui ne nécessite aucune forme de représentation, le mouvement n'a à exister que pour lui-même dans ses affrontements et ses contradictions. Les procédures de prises de décision sont conflictuelles, mais ne sont pas *démocratiques* au sens où ces décisions n'impliquent ni majorité, ni minorité, ni formation d'organes de représentation, ni contrainte générale d'application. En fait, ce ne sont pas des procédures de prises de décision, mais des confrontations et des échanges insérés dans l'action.

Il faut citer longuement le *Deuxième communiqué de l'occupation de la Faculté d'économie* d'Athènes pour se rendre compte de l'énorme et radicale avancée théorique et pratique que furent ces émeutes dans leur critique simple et directe de la démocratie. « De l'autre côté [le premier côté était celui de la « rage sociale »], une démocratie qui s'écroule dans la crise économique, illégitimée socialement par des petits et grands scandales, avec plein de pauvres et de marginalisés, une démocratie qui essaye d'arracher le consentement pour réprimer les émeutes... Des actes théâtraux de sensibilité du Premier ministre, des ministres, des députés, des journalistes et autres parasites devant les caméras, qui demandent la nécessité de la paix sociale et de la coopération de l'État et de la société sous la promesse de plus de démocratie. Cependant le fameux mythe de la démocratie, "le contrat social", devient cendres dans les rues de la mutinerie sociale actuelle. C'est pour cela que le régime essaye de se reconstituer. C'est pour cela qu'il y a plein de rencontres et de meetings du gouvernement. C'est pour cela que les médias jouent un rôle de propagande étatique, de création de la peur et du mensonge organisé. [...] C'est pour cela que les écoles sont fermées dans une tentative de ne pas laisser les écoliers se retrouver et se concentrer. C'est pour cela que le syndicat central a transformé la manifestation de grève en un simple rassemblement à Syntagma. C'est pour cela que les piliers gauchistes du système "comprennent" la cause juste de la rage sociale mais condamnent les actions extrêmes et posent la question de la chute du gouvernement en transformant la mutinerie en simple manifestation contre la politique gouvernementale. » Tout simplement, « de l'autre côté », c'est la démocratie qui se dresse ou plutôt qui s'effondre dans la « rupture du contrat », dit le texte cité.

Mais une telle critique ne signifie pas pour autant que la démocratie ne soit pas revenue dans le mouvement sous la forme de sa critique. Ce retour de la démocratie sous la forme de sa critique, c'est la lutte contre la coercition, la normalité de la vie quotidienne et l'inscription des émeutes comme lutte contre la reproduction en tant que forme séparée.

Les émeutes en Grèce ont été, en actes, une certaine conception de la reproduction des rapports sociaux et de l'idéologie. Faute de pouvoir pratiquement attaquer la reproduction des rapports sociaux capitalistes à la racine, c'est-à-dire en tant que production de valeur et de plus-value, le mouvement a amalgamé production et circulation de la valeur (même si les blocages de la circulation semblent être demeurés symboliques) et a réduit, dans sa pratique, la reproduction des rapports sociaux à une attaque contre la normalité de la vie quotidienne marchande. Si l'on peut parler de démocratisation de la critique de la démocratie, c'est que, ce que l'on critique, les rapports sociaux capitalistes, est alors réduit à l'intériorisation par l'individu de ce qui lui est inculqué par l'école, les médias, les intellectuels collaborateurs, l'expérience sociale. L'idéologie est bien vue comme une force pratique portée par toutes sortes d'institutions et de comportements, mais la reproduction des rapports sociaux qu'elle autorise est réduite à une mécanique d'intériorisation/inculcation qui lui conférerait sa force pratique. Le mécanisme de l'intériorisation des normes dominantes, qui déterminent et contraignent les actes des individus, lui donnerait sa force matérielle perpétuant les rapports sociaux : « Tais-toi et consomme. » ; « Lui travaille, vote, et se tait. » ; « La conscience naît dans les barricades. Réveille-toi. » (Quelques pancartes lors d'une manifestation devant le centre commercial *The Mall* à Athènes).

À ce prix, et c'est le prix que les émeutes en Grèce ont payé pour que leurs limites soient leur dynamique, l'absence d'impact et d'actions dans la sphère de la production (chose évidente tout au long du mouvement) est devenue, au prix de cette réduction idéologique de la reproduction des rapports sociaux capitalistes, une attaque globale contre leur reproduction. Le problème, c'est que la reproduction des rapports sociaux, y compris les rapports de production, est posée comme assujettie à la soumission des individus à des normes de comportement dont la consommation et le travail sont les paradigmes, de même que la production de valeur apparaît comme assujettie à sa circulation. En fait, toute société est bien reconnue comme se reproduisant comme production, mais cette production est suspendue à l'acceptation de la reproduction des rapports sociaux inculqués aux individus qui, par là, acquièrent un rôle de ciment de la structure sociale. La reproduction des rapports sociaux consiste en ce que, pour les individus, les idées sont des actes matériels, insérés dans des pratiques, normés par des rituels, définis par les appareils idéologiques et les institutions desquels dérivent les idées de ces sujets. Attaquer globalement la société capitaliste devient attaquer les comportements et les peurs enfermant l'individu dans un carcan idéologique, lui dictant inconsciemment sa conduite et ses objectifs, dans un sens évidemment favorable à la reproduction du système existant. Chacun de ces comportements, chacune de ces institutions sont alors produites comme autant de *terrains de luttes politiques*.

La reproduction économique, centrée sur la production/reproduction du capital, doit être complétée par la reproduction des rapports de production comme rapport de domination, étant entendu que cette reproduction doit découler de l'intégration/intériorisation des valeurs et des normes de la société actuelle ou alors, quand tout cela se déchire, de la

répression violente et sans phrases. La visée stratégique consiste alors à défaire cette inculcation et ces habitudes constituant le ciment de la société, ce par quoi les hommes peuvent vivre ensemble sous la domination des capitalistes et des maîtres du monde.

Défaire cette inculcation, c'était la lutte elle-même et son contenu, cela n'a jamais été en Grèce une activité militante apportant la conscience de son aliénation au peuple. Les émeutiers agissaient à partir de leur propre situation et contre elle. Si l'on peut parler de la lutte contre les rapports sociaux en tant qu'inculcation et idéologie dont dépendrait la reproduction générale de la société, il n'y a là aucun rapport « d'éclairement » ou de désintoxication, dirigé vers une population à éveiller, de la part d'une avant-garde éclairée. Le mouvement a été foncièrement anticapitaliste et fièrement affirmatif de lui-même, c'est par là qu'il a rejoint une grande partie de la population *sans propagande*. C'était un mouvement adéquat à une crise du rapport entre le capital et le prolétariat, dans laquelle l'initiative revenait jusque là au pôle de la contradiction qui subsume l'autre en tant qu'économie et nécessité. C'était la mise-en-lutte-de-classes de la crise du capital, une désobjectivation.

Mais une désobjectivation qui faisait l'économie de l'objectivité de l'économie. Comme nous l'avons dit en introduction, « c'est en devenant problématique, c'est-à-dire en étant *en crise comme reproduction*, que l'autoprésupposition du capital désigne, dans un premier temps, comme le lieu de sa crise, les secteurs de la société où sa reproduction prend une forme *spécialisée* par rapport à la société même » et nous ajoutons : désigne comme acteurs de cette crise cette fraction du prolétariat pour laquelle les aléas de la reproduction sont sa définition même. Cette crise de la reproduction touche d'abord les « entrants » et construit la catégorie sociale de la jeunesse, elle s'est concentrée dans les lieux spécialisés de la reproduction, désignant la jeunesse précarisée comme son principal acteur (la génération 600 euros). Cette fraction n'avait besoin d'aucune propagande pour toucher le reste de la classe, mais pour elle la reproduction apparaissait comme *une activité et un statut particuliers*.

Il en résulte que chaque comportement ou institution devient le lieu et l'enjeu d'une lutte spécifique contre la domination du capital (même si elles sont destinées à s'unifier) ; les luttes portent contre le système de domination coupable de maintenir le sujet dans sa sujétion (en général, la prison devient la cible paradigmatique de cette vision idéologique du mode de production capitaliste). Mais ni l'école, ni la famille, ni la consommation, ni la politique, ni la prison ne produisent les classes, ce ne sont pas là la matrice de la division sociale, ce que suppose, pris pour lui-même, le concept de domination et l'attaque même bien réelle de celle-ci. La lutte contre la domination prend pour objet la même fausse question qui fonde l'idéologie démocratique : comment des individus forment une société, quel est le ciment qui les tient ensemble, pour les uns dans une position dominante, pour les autres dans une position dominée ? La société devient un environnement de l'individu. Le point de départ est la forme « individu », distincte (opposée ou intégrée) de la « Société » comme ensemble de relations qui échappent à l'individu et lui paraissent étrangères, comme environnement, structure objective, contrainte extérieure avec laquelle il doit composer. L'idéologie de la démocratie se fonde sur la question du « comment les individus *font* société ? » ; la proposition inverse « comment les individus *défont* la société ? » demeure alors une critique démocratique de la démocratie. *À la théorie du contrat, comme résultante de la diffusion de l'échange marchand, succède la critique de la vie*

quotidienne et de la normalité comme critique de l'intériorisation du fétichisme du capital.

Sous quelque aspect qu'on les considère, dans leur puissance même, ces émeutes ont constamment, elles-mêmes, désigné un angle mort : la classe ouvrière, la sphère de la production.

Dynamique et limite des émeutes en Grèce

Actuellement, la révolution est suspendue au dépassement d'une contradiction constitutive de la lutte de classe : être une classe est pour le prolétariat l'obstacle que sa lutte en tant que classe doit franchir/abolir. Les émeutes en Grèce ont posé cet obstacle, formalisé la contradiction *et elles en sont restées là*. Ce fut là leur limite, mais la contradiction est maintenant posée pratiquement pour ce cycle de luttes dans le capitalisme restructuré *et sa crise*.

Les émeutes, par leurs cibles, leur modalités d'action, leur type d'organisation, l'attaque de la société capitaliste en tant que reproduction des rapports sociaux, la production pratique du moment coercition de l'autoprésupposition du capital, ont eu pour contenu principal la lutte du prolétariat contre sa propre existence comme classe. Cette détermination essentielle des luttes actuelles ne s'est pas autonomisée comme elle avait pu le faire dans le « mouvement d'action directe » au début des années 2000, le fait d'être prolétaire n'est pas devenu quelque chose à dépasser, comme un préalable à la contradiction et à la lutte contre le capital. Le mouvement des émeutes en Grèce ne s'est pas satisfait de lui-même, contrairement au mouvement d'action directe, il ne s'est pas construit comme autoréférentiel. Le mouvement s'est toujours voulu et a réellement été un mouvement de la classe prolétarienne. Mais c'est précisément à cette volonté et à cette existence réelle de son action en tant que classe qu'il s'est heurté, comme à sa limite interne. D'un côté, la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe est demeurée minoritaire, parce qu'enfermée dans un segment de la force de travail (étudiants, précaires, immigrés) même si cette minorité était présente *partout*, la généralité de la situation de ce segment est demeurée sa particularité et la remise en cause de la reproduction est restée *séparée de la production dans le moment coercition de l'autoprésupposition du capital* ; de l'autre, l'existence du mouvement comme activité de classe s'est scindée entre cette remise en cause et un « appel » à être rejoint par la classe ouvrière dans la manifestation de son autonomie et de son auto-organisation, ce qui était dans une contradiction évidente avec la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe qui était alors en jeu.

C'est dans ce dernier aspect des émeutes que s'est joué l'essentiel de la dynamique et des limites du mouvement. D'un côté l'action en tant que classe qu'était ces émeutes, du fait même de ses acteurs, produisait l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, de l'autre elle ne pouvait demeurer action de classe (fuir l'autonomisation de son refus de la condition prolétarienne en mode de vie), dans sa séparation minoritaire (on a vu qu'il ne s'agit pas que d'une question de chiffres), qu'en se référant à une classe ouvrière largement devenue mythique en tant qu'autonomie et auto-organisation. Cela a pu prendre la forme étrange et caricaturale de ce texte qui a beaucoup circulé sur le *web* tant son intitulé était accrocheur : *Lettre ouverte des travailleurs d'Athènes à ses étudiants*⁹⁾. On pouvait y lire cette phrase pleine de grandiloquence mais dénuée de sens : « Ne restez pas seuls ; faites

appel à nous. [...] N'ayez pas peur de nous appeler pour que nous changions nos vies tous ensemble ».

Cette jonction, aux dires d'un anarcho-syndicaliste grec, a été principalement recherchée par les occupants de l'École d'économie que l'on pourrait qualifier d'anarchistes-lutte des classes (par rapport aux occupants de l'École polytechnique : anarchistes « puristes », selon le même texte relayé par le site de la CNT-AIT de Caen). Les « Comités de travailleurs » organisés à l'École d'économie (ASOEE), mentionnés par ce même texte, n'ont jamais existé sans parler de « Comités » d'un secteur particulier, la chose s'est limitée à des interventions sans grande efficacité sur les lieux de travail. Même si massivement la classe ouvrière n'a pas bougé durant toute ces journées, le travail de liaison et de jonction n'était pas un pur acte militant et la sympathie générale que rencontrait le mouvement au sein de la masse des ouvriers une simple compassion. Le lundi 8 décembre (deux jours après l'assassinat d'Alexandre), lors d'une manifestation estimée à 20 000 personnes, nombre d'entre elles, peut-être plus de 1500, marchaient « en dehors et en dedans » de la manif attaquant les banques et détruisant les magasins de luxe du centre-ville, il y eut beaucoup de pillages dans les magasins du début de l'avenue du Pirée, les gens marchaient doucement et personne n'a vraiment essayé d'arrêter ni les attaques, ni le pillage (*cf. Présentation actualisée des événements récents à Athènes et Thessalonique vus par les yeux de quelques participants prolétariens*, TPTG et Blaumachen). De même, le jeudi 18 décembre, lors d'une autre des rares manifestations un tant soit peu massives, la tête de la manif ralentit pour empêcher l'encerclement par les flics du cortège anarchiste. La connexion existait objectivement. Il est évident pour n'importe quel travailleur que la répression étatique est intrinsèquement liée à l'exploitation économique, à la pauvreté, aux licenciements. Dans une Europe qui exige 70 heures de travail par semaine pour les travailleurs, la répression devient le dernier « argument » de la classe capitaliste et des États.

Malgré cela, durant toute cette période, aucune vague de grèves n'apparaît ni même de grève locale d'une quelconque ampleur, alors que surtout durant les premiers jours suivants le meurtre d'Alexandre les manifestations spontanées et violentes se multiplient. Même les enseignants ne font qu'une grève de 24 heures le 9 décembre, veille de la grève générale prévue par la GSEE¹⁰⁾ bien avant les événements. Lors de la grève générale du 10 décembre « contre le budget 2009 de l'État », la manifestation prévue est remplacée par les syndicats par un simple rassemblement sur la place Syntagma qui ne réunit que 7 000 personnes, quelques affrontements avec la police ont lieu, mais pour la masse des manifestants ça renacle mais ça marche. Surtout, le lendemain, aucune queue de grève n'apparaît. Si, le mercredi 17 décembre, les ouvriers en grève du chantier de l'Acropole (toujours en construction) soutiennent l'accrochage par les étudiants de deux banderoles géantes sur le site, ils arrêtent leur grève dans la journée sur la promesse de la satisfaction de leurs revendications. Le lendemain 18 décembre, le syndicat de base des postiers (qui souhaite représenter tous ceux qui utilisent leur moto comme travailleurs indépendants) appelle à une grève d'une journée, alors que le syndicat des ouvriers des librairies et des maisons d'édition appelle à un arrêt de 4 heures (de 13 h à 17 h). Le vendredi 19 décembre, « pendant la journée, ouvriers permanents et intérimaires, étudiants et chômeurs des occupations de l'ASOEE et de la GSEE organisaient des interventions dans deux centres d'appel : MRB (une compagnie organisant des sondages d'opinion publique) et OTE (la compagnie de télécommunications nationale de Grèce). La première intervention est survenue autour de midi et seulement quelques personnes y ont participé à cause de la

grande distance entre le site et le centre-ville. Dans la deuxième intervention, environ 60 personnes ont participé et ont bloqué le travail pendant quelques minutes. Les ouvriers intérimaires dans le centre d'appel ont répondu à l'action de façon positive. » (TPTG et Blaumachen, *op. cit.*). « De façon positive... », mais ils ont continué à travailler.

À Thessalonique, le lundi 9 décembre, jour des obsèques d'Alexandre, il y eut un débrayage de tous les travailleurs du secteur public pour l'après-midi. Toujours à Thessalonique, lors d'une manifestation traversant des quartiers populaires : « Un grand nombre d'habitants du quartier applaudissaient, alors que d'autres se joignaient à la manif, un fait qui témoigne de la large sympathie avec l'insurrection, même de la part de prolétaires qui ne participaient pas aux émeutes ou aux autres actions. » (TPTG et Blaumachen, *op. cit.*). En résumé, beaucoup de sympathie, peu d'actions. « De façon générale, les émeutes n'ont pas eu d'effets significatifs sur les lieux de travail, dans le sens qu'il n'y eut aucun appel à la grève pour les soutenir. La seule exception fut la grève des enseignants le jour de l'enterrement du jeune Alexis et la grande participation à la manifestation du jour de grève contre le budget de l'État, le 10 décembre. Cela mis à part, la rébellion ne toucha pas les lieux de travail. » (TPTG et Blaumachen, *Comme un hiver d'un millier de Décembre*). Dans *Courant Alternatif* de janvier 2009, on peut lire : « Un mouvement de caractère global, mais peut-être pas véritablement généralisé. Et c'est sans doute sa principale limite. Il aura sans doute manqué quelques assemblées populaires communales supplémentaires pour faire tâche d'huile. Auront sans doute également fait défaut des mobilisations d'acteurs sociaux (les travailleurs, les salariés notamment), à la fois dans l'inscription de leurs localisations propres et dans la pleine visibilité de ces places et de leur manière de les occuper que les événements politiques généraux du soulèvement avaient ou auraient pu procurer. ». Au-delà de la relative obscurité de la fin de la phrase, qualifier, quand on parle de lutte de classe d'« acteurs sociaux » « les travailleurs et les salariés notamment », relève pour le moins de l'euphémisme, et qualifier leur absence de quelque chose qui simplement « a fait défaut », relève d'une théorie de la lutte de classe que l'on a du mal à cerner. Au-delà de ces critiques, que ce soit pour TPTG ou Blaumachen autant que pour *Courant Alternatif*, cette absence saute aux yeux. Mais relever cela comme simplement un manque par rapport à ce qui a eu lieu traduit une erreur de méthode et d'analyse. La limite fait partie de la définition de ce dont elle est la limite, la limite n'est pas un extérieur de la définition.

On ne peut pas juger de l'importance de ce qui s'est passé en Grèce si l'on ne tient pas compte de ces faits. Dans une telle situation, le souhait d'un anarcho-syndicaliste grec espérant « qu'il sortira de cela un nouveau mouvement avec des structures de travailleurs, syndicales, sociales plus populaires plus organisées et plus axées sur les luttes » balance entre l'incantation et l'obsolescence.

Le mouvement a été celui d'une attaque, d'une remise en cause, d'un refus, par des prolétaires de leur situation de prolétaires, mais il a été le fait d'une fraction du prolétariat (étudiants, précaires – souvent les mêmes – travailleurs migrants) qui, bien qu'exprimant la situation générale de la force de travail, est demeurée, tout au long du mouvement, une fraction particulière. Ce qui fut déterminant, c'est que cette remise en cause dans la lutte des classes ne s'est pas autonomisée, elle s'est voulue et a été tout du long une manifestation ouvrière, elle est demeurée action de classe et relations internes à la classe ouvrière. C'est clairement et *pratiquement* que ces émeutes ont formalisé l'enjeu principal de la lutte des classes actuelle : agir en tant que classe dans la lutte contre le capital contient pour le

prolétariat sa propre remise en cause et pose l'action en tant que classe comme sa limite à dépasser. Les choses sont apparues et ont été pratiquées en tant que telles. On peut compter sur le cours de la crise pour que la généralité ne demeure plus particulière.

Quand le rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital se situe au niveau de la reproduction, la contradiction du prolétariat au capital contient la remise en cause du mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe. C'est là maintenant le contenu et l'enjeu de la lutte des classes. Agir en tant que classe, c'est actuellement, d'une part, n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction, d'autre part, c'est, pour la même raison, être en contradiction avec sa propre reproduction de classe, la remettre en cause. Dans le cycle de luttes actuel la contradiction entre le prolétariat et le capital se tend à un point tel que la définition de classe devient une contrainte extérieure, une extériorité simplement là parce que le capital est là. L'appartenance de classe est extériorisée comme contrainte. C'est là le moment du saut qualitatif dans la lutte de classe, c'est là que l'on peut passer d'un changement dans le système à un changement du système.

La dynamique de ce cycle de luttes apparaît comme un écart à l'intérieur de la lutte de classe, c'est-à-dire comme un écart à l'intérieur même de l'action en tant que classe.

Dans ses formes mêmes d'actions, le mouvement a exprimé cet *écart* constitutif. On a déjà insisté sur l'attaque de toutes les formes institutionnelles de la reproduction générale des rapports sociaux capitalistes (essentiellement l'État), sans que cette attaque de la *reproduction* inclue en elle la *production*. L'attaque de la reproduction s'est trouvée comme en apesanteur au-dessus du plancher de verre la séparant de la production. Il faut également considérer les blocages et les occupations comme des formes découlant de cette situation. Laissons de côté, pour les considérer en eux-mêmes, le fait que les blocages ne semblent pas avoir été d'une grande efficacité.

La stratégie du blocage part d'une idée juste : le capital est valeur en procès, c'est-à-dire que la valeur ne s'y perd jamais en passant de la forme argent à la forme marchandise, de la production à l'échange, de l'échange à la consommation (s'il s'agit de la consommation productive définissant le capital). Cette stratégie considère que le capital est un flux, une production fondée sur l'échange, que circulation et production sont chacun un moment l'un de l'autre et s'incluent réciproquement.

Énonçant les conditions fondamentales du rapport du capital (*Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, t.1, pp. 427-428), Marx nous donne : 1° d'un côté la force de travail vivante ; 2° de l'autre côté la valeur ou le travail matérialisé ; 3° un libre rapport d'échange en tant que médiation entre les deux ; 4° « Enfin, le côté représentant les conditions objectives du travail en tant que valeurs indépendantes et existant pour elles-mêmes, doit avoir la forme-valeur et avoir pour but l'auto-valorisation de l'argent, et non pas la jouissance immédiate ni la création de valeur d'usage ». Le 4° n'est pas qu'une glose sur le 2°, mais découle de la relation double de la médiation (la circulation) aux extrêmes qu'elle médie : présupposition et résultat. Il faut alors distinguer deux acceptions de l'échange (de la circulation) : d'une part, l'échange comme moment particulier du procès de reproduction, qui alors alterne avec la phase de production, d'autre part, l'échange comme forme du procès de reproduction, comme par exemple dans des expressions comme « la production fondée sur l'échange ». En tant que moments qui se dressent l'un en face de l'autre, circulation et production sont immédiats, devant être médiatisés. Pour la circulation

simple, cette médiation est le procès de production qui génère les marchandises qui doivent y être de nouveau jetées de l'extérieur. Pour le capital, dès lors que l'on considère le capital dans son mouvement d'ensemble, la production inclut la circulation tout autant que l'inverse. « La circulation n'est qu'un moment de la production car c'est uniquement par cette dernière que le capital devient capital ; et, de même, que la production n'est qu'un moment de la circulation, si nous considérons celle-ci comme la totalité du procès de production. » (*ibid.* t.2, p.10–11). Dès lors, à la différence de la circulation simple, les éléments que la circulation médie ne lui sont plus extérieurs, mais sont ses présuppositions et son résultat.

L'inclusion de la production comme moment de la circulation et vice-versa ne doit pas faire oublier que la totalité se compose de moments distincts que précisément Marx détaille au moment même où il affirme cette inclusion réciproque. « Si nous considérons l'ensemble de la circulation du capital, nous distinguons quatre moments, étant donné que les deux grands moments du procès de production et de circulation se scindent à leur tour en deux (nous pouvons partir soit de la circulation, soit de la production). [...] Ces moments sont 1° le procès de production proprement dit et sa durée ; 2° la conversion du produit en argent, et la durée de cette opération ; 3° la transformation de l'argent en portions adéquates de matières premières, moyens ou conditions du travail, bref, en les éléments productifs du capital ; 4° l'échange d'une portion du capital contre la force de travail vivante ; il faut considérer cette transaction comme un moment particulier, puisque le marché du travail est régi par d'autres lois que celle du marché des denrées par exemple. » (*ibid.*) Le procès immédiat n'épuise pas le cycle de vie du capital, il doit être complété par le procès de circulation qui devient la médiation du procès de production social. Le procès de production social se distingue du procès de production immédiat en tant que ce dernier s'oppose à la circulation immédiate.

Si l'on en revient à la stratégie du blocage, on s'aperçoit que, de son fondement juste en théorie, elle glisse vers plusieurs amalgames. Tout d'abord l'amalgame entre circulation et transports : la circulation n'a pas le même sens pour le capital et pour la gendarmerie. L'amalgame entre la circulation comme moment particulier du procès de reproduction, qui alors alterne avec la phase de production, et la circulation comme forme générale du procès de reproduction. Il n'en reste pas moins que les marchandises et la force de travail doivent matériellement se déplacer d'un point à un autre (l'échange, au sens strictement économique, dans le mode de production capitaliste, est étranger à cette question) et que cela est indispensable à la reproduction du capital. En fait la stratégie du blocage repose sur un fondement théorique dans la théorie du capital comme circulation, qui ne correspond pas à la pratique effective qu'elle est. Cela n'est pas très gênant tant que l'on parle d'action, cela le devient quand sur ces amalgames se greffent des théories sur la définition du travail productif et de la valeur. Le blocage de la circulation (sens de la gendarmerie) entrave la production de valeur parce qu'il ne peut pas ne pas rejaillir sur elle, et non parce qu'il est en lui-même un blocage de la production de valeur. Il serait même plus juste de dire qu'il ne s'agit pas d'un blocage de la circulation, mais de la production au sens où les transports sont un prolongement du procès immédiat de production. La stratégie, dite du « blocage de la circulation », ne nécessite ni ne justifie aucun *aggiornamento* théorique.

Pour en revenir à la Grèce (entre autres car la stratégie du blocage est caractéristique d'un nombre grandissant de luttes), le blocage est reconnu par ses acteurs mêmes comme la

forme de lutte de ceux qui n'ont pas une prise immédiate sur la production. Il ne s'agit cependant pas d'un pis-aller dans la mesure où le blocage peut avoir une efficacité redoutable. Mais il s'inscrit, dans le cas de la Grèce, comme forme de lutte, dans cette séparation entre, d'une part, l'attaque de la reproduction des rapports sociaux et, d'autre part, la production, séparation qui a défini ces émeutes. Ici la reproduction c'est le mouvement des entrants (*input*) dans le procès de production, la condition de sa continuité.

Pour les occupations de bâtiments publics, qui furent une nouvelle forme de luttes venant des émeutes, elles s'inscrivent dans le mouvement général d'attaque de toutes les formes institutionnelles de la reproduction.

Quand nous parlons de la séparation entre reproduction et production, production et circulation, est-ce à dire que les émeutiers grecs n'étaient pas des travailleurs productifs ou pire n'étaient pas des prolétaires (ou des prolétaires marginaux et périphériques) ? Si l'on veut raisonner ainsi, beaucoup de ces émeutiers étaient des travailleurs productifs au sens le plus strict du terme : échangeant leur force de travail avec un capital engagé dans le secteur de la production. En outre, une stricte définition du travail productif ne signifie pas que seuls les travailleurs productifs sont des prolétaires. Un travailleur improductif vend sa force de travail et est exploité pareillement par son capitaliste, pour lequel son degré d'exploitation déterminera la part de plus-value qu'il pourra s'approprier comme profit. C'est de la définition stricte du travail productif que l'on peut déduire que le prolétariat ne se limite pas aux travailleurs productifs. En effet, premièrement, il est dans l'essence même de la plus-value d'exister comme profit, y compris pour les capitaux productifs eux-mêmes, deuxièmement, pour cette raison même, c'est toute la classe capitaliste qui exploite toute la classe ouvrière, de même que le prolétaire appartient à la classe capitaliste avant même de se vendre à tel ou tel patron. Cependant le travail social global que le capital crée en se l'appropriant (le travail social ne préexiste pas dans le prolétaire ou l'ensemble de la classe antérieurement à son appropriation) n'est pas une masse homogène sans distinctions, médiations et hiérarchie, il n'est pas une totalité significative dans laquelle chaque partie contient toutes les déterminations de la totalité. Il ne faut pas éluder un problème central : si chaque prolétaire a un rapport formellement identique à son capital particulier, il n'a pas, selon qu'il est un travailleur productif ou non, le même rapport au capital social (il ne s'agit pas de conscience, mais d'une situation objective). S'il n'y avait pas, au centre de la lutte des classes, la contradiction que représente le travail productif, pour le mode de production capitaliste et pour le prolétariat, nous ne pourrions pas parler de révolution (elle serait quelque chose d'exogène au mode de production, au mieux une utopie, au pire rien).

C'est le mode même selon lequel le travail existe socialement, la valorisation, qui est la contradiction entre le prolétariat et le capital. Défini par l'exploitation, le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme capital, c'est-à-dire valeur autonomisée et ne le demeurant qu'en se valorisant : *la baisse du taux de profit est une contradiction entre les classes*. Le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre définition comme classe : la nécessité de sa reproduction est quelque chose qu'il trouve face à lui représentée par le capital pour lequel il est constamment nécessaire et toujours de trop. Le prolétariat ne trouve jamais sa confirmation dans la reproduction du rapport social dont il est pourtant un pôle nécessaire. C'est cela la contradiction du travail productif¹¹⁾.

Les travailleurs productifs ne sont pas pour autant révolutionnaires par nature et en permanence. Les classes ne sont pas des collections d'individus, le prolétariat et la classe capitaliste sont la polarisation sociale de la contradiction que sont la baisse du taux de profit ou le travail productif qui structure l'ensemble de la société. Le rapport particulier (par rapport à tout autre travail exploité) du travail productif au capital social ne se fixe pas comme l'essence des travailleurs productifs. Cependant, dans la contradiction du travail productif qui structure *l'ensemble de la société* et la polarise en classes contradictoires, les travailleurs productifs ont une situation singulière. En bloquant la production de valeur et de plus-value, les hommes qui vivent au cœur du conflit du capital comme contradiction en procès ne font pas que « bloquer ». Dans leur action singulière, qui n'est rien de spécial, mais simplement leur engagement dans la lutte, la contradiction qui structure l'ensemble de la société comme lutte des classes revient sur elle-même, sur sa propre condition, c'est par là que l'appartenance de classe peut se déliter et qu'à l'intérieur de sa lutte le prolétariat entame son autotransformation (cela dépend de toutes sortes de circonstances et cela n'arrive pas chaque fois que des travailleurs productifs sont en grève).

Si le prolétariat ne se limite pas à la classe des travailleurs productifs de plus-value, c'est *la contradiction qu'est le travail productif qui le construit*. Le travail productif (de plus-value, c'est-à-dire de capital) est la contradiction vivante et objective de ce mode de production. Il n'est pas une nature attachée à des personnes : le même travailleur peut accomplir des tâches productives et d'autres qui ne le sont pas ; le caractère productif du travail peut être défini au niveau du travailleur collectif ; le même travailleur (intérimaire) peut passer, d'une semaine à l'autre, d'un travail productif à un autre qui ne l'est pas. Mais le rapport de l'ensemble du prolétariat au capital est construit par la situation contradictoire du travail productif dans le mode de production capitaliste. La question est de savoir, toujours historiquement et conjoncturellement, comment cette contradiction essentielle (constitutive) construit, à un moment donné, la lutte des classes, sachant qu'il est dans la nature même du mode de production capitaliste que cette contradiction n'y apparaisse pas en clair, la plus-value devenant par définition profit et le capital étant valeur en procès.

Si la révolution pourra partir des usines, elle n'y restera pas, elle commencera sa tâche propre quand les ouvriers en sortiront pour les abolir, elle se heurtera à l'auto-organisation, à l'autonomie et tout ce qui pourra se rattacher au « conseillisme ». Cette révolution sera celle de l'époque où la contradiction entre les classes se situe au niveau de leur implication réciproque et de leur reproduction. Et « le maillon le plus faible » de cette contradiction, l'exploitation qui relie les classes entre elles, se situe dans les moments de la reproduction sociale de la force de travail, là où justement, loin de s'affirmer, la définition du prolétariat comme classe du travail productif apparaît toujours (et de plus en plus dans les formes actuelles de la reproduction) comme contingente et aléatoire, non seulement pour chaque prolétaire en particulier, mais structurellement pour l'ensemble de la classe. Mais si la lutte de classe demeure un mouvement au niveau de la reproduction, elle n'aura pas intégré en elle-même sa propre raison d'être, la production. *C'est là actuellement la limite récurrente de toutes les émeutes et « insurrections », ce qui événementiellement les fait définir comme « minoritaires »*. La révolution devra investir la production pour l'abolir en tant que moment particulier des rapports entre les hommes et abolir par là-même le travail dans l'abolition du travail salarié. C'est là le rôle déterminant du travail productif et de ceux qui, à un moment donné, sont les porteurs directs de sa contradiction, parce qu'ils la vivent dans leur existence pour le capital à la fois nécessaire et superflue. Ils possèdent *objectivement* la

capacité de faire de cette attaque une contradiction pour le capital lui-même, de retourner la contradiction qu'est l'exploitation contre elle-même. Le chemin de l'abolition de l'exploitation passe par l'exploitation elle-même ; comme le capital, la révolution est encore, elle aussi, un processus objectif.

C'est dans ce procès de la révolution que la propre définition du prolétariat comme classe des travailleurs productifs apparaîtra réellement, en actes, comme limitée. La définition du prolétariat n'est plus une catégorie socio-économique, tout comme celle de la classe capitaliste, mais la polarisation, comme activités, des termes de la contradiction qu'est l'exploitation, ce qui est déjà pour chaque lutte le critère permettant de juger de son approfondissement et de la mise à jour de ses propres causes.

En Grèce, aucune question ne s'est posée en termes de travailleurs productifs ou improductifs, de cœur ou de périphérie du prolétariat. Les émeutiers (travaillant par exemple dans la restauration rapide) pouvaient être de stricts travailleurs productifs et les employés municipaux qui sont demeurés plus ou moins spectateurs de stricts travailleurs improductifs. La séparation entre reproduction et production qui a marqué le mouvement pour le meilleur et pour ses limites a résulté de la situation particulière de ces travailleurs au niveau non de leur « productivité » ou « improductivité », mais simplement de la forme de leur contrat de travail ou de leur situation dans la « panne d'avenir » du mode de production capitaliste.

La crise actuelle innove quant à la gestion de l'emploi par les entreprises. Dans les crises précédentes, y compris celle de 1993, pour ajuster la force de travail à la baisse de la production, les entreprises réduisaient d'abord les heures supplémentaires, elles mettaient fin ensuite aux missions d'intérim et aux contrats à durée déterminée, elles passaient ensuite au chômage partiel et enfin enchaînaient avec des « plans sociaux ». Dans la crise actuelle, les emplois précaires (CDD et intérim) apparaissent comme un « amortisseur » beaucoup plus important, protégeant du coup davantage le « noyau dur » du salariat (en France, par exemple, le nombre d'heures supplémentaires est en hausse en septembre et octobre 2008), ce qui n'empêche pas le chômage partiel de se développer. Ce type de gestion est le résultat de la flexibilisation du marché du travail acquise durant le développement du mode de production capitaliste restructuré. Le nombre de travailleurs précaires est devenu si important que les chiffres du chômage s'envolent.

Dans la contradiction entre le prolétariat et le capital, il n'existe plus quelque chose de sociologiquement donné *a priori* comme pouvait l'être « l'ouvrier-masse » de la grande usine. Le caractère diffus, segmenté, éclaté, corporatif des conflits, c'est le lot nécessaire d'une contradiction entre les classes qui se situe au niveau de la reproduction du capital et cela n'a pas manqué de structurer les luttes en Grèce.

Il n'y a pas de fraction de la classe ouvrière plus centrale qu'une autre, ce qui compte c'est la dynamique et la crise des modalités d'exploitation de la force de travail globale. Ce que nous pouvons raisonnablement envisager c'est que ce mode d'exploitation de la force de travail globale atteigne ses limites, comme crise de ce cycle d'accumulation et comme dépassement révolutionnaire de ce cycle de lutte, dépassement qu'il aura lui-même produit. Mais tant que l'exclusion apparaîtra comme exclusion, cela signifiera paradoxalement qu'il y a reproduction du rapport social d'exploitation. Pour l'instant, en Grèce, il n'y a eu aucune grève notable, le fonctionnement de l'État n'est nullement bloqué, les occupations n'ont

essentiellement concerné que les facultés, quelques mairies de quartier, des théâtres et brièvement des stations de radio, le terme d'« insurrection », parfois employé, est trompeur. Si les émeutes ont fait du dégât, rien n'a bloqué les mouvements essentiels des entreprises grecques. Pour l'instant rien ne nécessite l'intervention de l'armée, parfois évoquée. Cependant, il n'existe aucun lien logique, théorique, historique, empirique entre la dynamique d'un mouvement et l'aspect minoritaire ou majoritaire de ceux qui, à un moment donné, l'ont exprimée. Simplement l'aspect minoritaire doit intervenir comme détermination dans la définition de cette dynamique

Du fait même de leur contenu, de leur déroulement et de leurs acteurs, ces émeutes ont été une lutte du prolétariat en Grèce, un mouvement de classe, à l'intérieur duquel l'action en tant que classe s'est scindée entre, d'une part, la remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe qui fut telle parce que séparée au niveau de la reproduction, et, d'autre part, la recherche d'une jonction avec la « masse » qui était elle-même la confirmation de ses limites, mais qui, comme expression consciente de son manque, empêchait son autonomisation. Ce fut là l'écart qui s'est produit dans l'activité de classe durant ces émeutes.

L'occupation du siège de la GSEE, le mercredi 17 décembre, fut un moment révélateur de cette situation. L'initiative semble être venue des livreurs de *fast-food*, des employés du livre, d'un groupe anarcho-syndicaliste, du « syndicat » des « indépendants à moto » et de non-syndiqués (en tout environ 70 personnes). Alors que le secrétaire général de la GSEE, après l'échec de la reprise en force du bâtiment, déclare que les occupants « ne sont pas des travailleurs » car « les travailleurs sont au travail », deux occupants, prolétaires du bâtiment, répondent : « Nous sommes des gens qui travaillons, nous sommes des chômeurs (payant par des licenciements nos participations dans des grèves lancées à l'appel de la GSEE quand eux, les syndicalistes, sont récompensés par des promotions), nous travaillons sous contrat précaire de petit boulot en petit boulot, nous travaillons sans sécurité de façon formelle ou informelle dans des programmes de stages ou dans des emplois subventionnés pour diminuer le taux de chômage. Nous sommes une partie de ce monde et nous sommes ici. Qui veut comprendre peut comprendre. Nous sommes des travailleurs insurgés, point barre. » (texte relayé par le site de la CNT-AIT).

Il faut également citer le texte de la *Déclaration de l'Assemblée générale des travailleurs insurgés d'Athènes* (depuis le bâtiment libéré de la GSEE). « Nous avons décidé d'occuper le bâtiment de la GSEE [...] Pour disperser les mythes vendus par les médias sur l'absence des travailleurs des affrontements, que la rage de ces derniers jours ne serait que l'œuvre de quelques 500 “cagoulés”, “hooligans”, ou d'autres histoires farfelues. [...] Pour démasquer le rôle de la bureaucratie syndicale dans le travail de sape contre l'insurrection, mais aussi d'une manière générale. La GSEE, et toute l'intégralité de la machinerie syndicale qui la soutient depuis des dizaines et des dizaines d'années, sape les luttes, négocie notre force de travail contre des miettes, perpétue le système d'exploitation et d'esclavage salarié. [...] Comme travailleurs, nous devons commencer à assumer nos responsabilités, et cesser de faire reposer nos espoirs dans des leaders “sages” ou des représentants “compétents”. [...] La création de collectifs de résistance de base est la seule solution. Pour propager l'idée de l'auto-organisation [...] abolir les bureaucraties syndicales ».

Selon le texte cité de TPTG et Blaumachen, depuis le début, il était évident qu'il y avait deux tendances à l'intérieur de cette occupation : l'une « ouvriériste » (qualification que l'on

trouve dans le texte), qui voulait utiliser l'occupation symboliquement pour critiquer la bureaucratie syndicale et promouvoir l'idée d'un basisme indépendant de l'influence politicienne ; et l'autre, « prolétarienne » (*idem*), qui voulait attaquer une autre institution de la société capitaliste, critiquer le syndicalisme et utiliser l'endroit pour créer une autre communauté de lutte dans le contexte de l'agitation générale. « Les syndiqués gauchistes qui étaient présents à l'assemblée ne surent pas vraiment que faire avec tous ces ouvriers insurgés [entre 400 et 800, selon les sources, à l'issue de la manifestation du 18 décembre] et abandonnèrent », conclut le texte de TPTG (l'occupation prend fin le 21 décembre à la suite d'une « décision » du comité d'occupation). C'est par là que cette occupation de la GSEE est révélatrice de la scission interne du mouvement, c'est-à-dire de ce que nous avons défini comme un *écart* à l'intérieur de l'activité en tant que classe qui la pose à l'intérieur d'elle-même comme sa propre limite. Un des termes de cette scission se retrouve également dans la volonté de créer des coordinations à la faculté de droit tenue par les groupes gauchistes. À l'intérieur même de l'occupation de l'École polytechnique, surtout durant les trois ou quatre premiers jours, des oppositions parfois explosives existent entre les anarchistes et de nombreux jeunes prolétaires immigrés sur la question du pillage.

Cette limite a été formalisée, de façon largement incantatoire, par la fraction « anarcho-syndicaliste » du mouvement qui considère la GSEE comme « coupable pour son absence dans la mouvement. Cette absence de la plus grande rébellion de ces 50 dernières années indique la débâcle et l'échec du syndicalisme et de l'État bureaucratique. [...] Ce comportement [l'annulation de la manifestation du 10 décembre] va à l'encontre des intérêts populaires et ouvriers, c'est un pas en avant sur la voie de la collaboration de classe, contre la lutte des classes. Nous dénonçons cette politique de trahison de la GSEE et réitérons le besoin urgent d'une nouvelle confédération syndicale en Grèce. » (Le texte, relayé par le site *alabarricadas*, est intitulé « Un anarcho-syndicaliste grec s'exprime sur l'actualité. ») Belle façon de confirmer « l'échec du syndicalisme » en appelant à la formation d'une nouvelle confédération.

Quel que soit le syndicat, le syndicalisme exprime l'activité de la classe en ce qu'elle implique *conflituellement* le capital et *présuppose son rapport à lui*. Fonction de l'implication réciproque entre les classes (parce que le prolétariat est bel et bien lui-même une classe de ce mode de production), le syndicalisme se trouve nécessairement amené à envisager le renouvellement de ce rapport sur la base des nécessités du capital, il est une fonction de l'activité de la classe dans son implication avec le capital, il ne peut, sans trahir, que travailler à reproduire et conforter cette implication. Le syndicat est une expression fonctionnelle d'une situation réelle de la classe ouvrière.

Mais cette fraction ne se limite pas à la *dénonciation* du syndicat existant, en attendant la formation d'une nouvelle confédération ou pour la préparer, elle en appelle à l'autonomie et à l'auto-organisation de la classe ouvrière. Enfin, le but à atteindre est défini dans le texte-tract *Plus rien ne sera jamais comme avant* (traduit et relayé par *Ni patrie Ni frontières*) : « La destruction des temples de la consommation, la réappropriation des biens, le pillage de toutes les choses qui nous sont dérobées alors qu'on nous bombarde de publicités correspondent à la prise de conscience que toute cette richesse est nôtre, parce que nous la produisons. [...] Cette richesse n'appartient pas aux propriétaires des magasins, ni aux banquiers, cette richesse est notre sueur et notre sang. [...] Une société où tout le monde prendra des décisions collectives dans les assemblées générales des écoles, des universités,

des lieux de travail et des quartiers ». Une telle perspective d'appropriation, non seulement n'a aucun sens, mais encore elle est le plus bel hommage que l'on puisse rendre à cette société (passons sur une « société » où existera encore des écoles, des universités et des lieux de travail).

À suivre les promoteurs de l'autonomie et de l'auto-organisation ouvrières, on peut se demander si leur opposition aux syndicats est une opposition de fond, qui exprime l'opposition révolutionnaire du prolétariat à sa situation « économique », à son état de « catégorie » marchande, ou si elle est une opposition « démocratique » au caractère « permanent », « bureaucratique » et « incontrôlé » de ces organes. On sait très bien quel rôle peuvent jouer ces « comités », qui tendent à n'être que des syndicats de secours lorsque les flics permanents sont débordés. Toute organisation qui n'est pas un moment du dépassement révolutionnaire devient un syndicat et que ce dernier soit « temporaire », « démocratique », « révocable » ou en dehors des vieilles boutiques ne change rien à l'affaire.

Le processus de la révolution est celui de l'abolition de ce qui est auto-organisable. Concevoir l'« autonomie des luttes » comme faculté de passage de la lutte revendicative à la lutte révolutionnaire est une construction qui ne s'intéresse pas au contenu de ce passage, elle demeure une approche formelle de la lutte des classes. Si le contenu du passage est laissé de côté, c'est que l'autonomie interdit de comprendre ce passage comme *rupture*, saut qualitatif. Le « passage » ne serait qu'une affirmation et une révélation de la véritable nature de ce qui existe : le prolétariat tel qu'il est dans le capital triomphe dans la révolution, il devient le pôle absolu de la société. Le « saut » n'est alors qu'une formalité. Bien sûr, quand le prolétariat s'auto-organise, il rompt avec sa situation antérieure, mais si cette rupture n'est que sa « libération », la réorganisation de ce qu'il est, de son activité, sans le capital, et non la destruction de sa situation antérieure, c'est-à-dire s'il demeure auto-organisé, s'il ne dépasse pas ce stade, il ne peut être que battu.

Au cours de la lutte, le sujet qui était celui de l'autonomie se transforme et abandonne ses vieux habits pour ne plus se reconnaître comme existant que dans l'existence du capital, c'est le contraire exact de l'autonomie et de l'auto-organisation qui, par nature, n'ont pour sens qu'une libération du prolétariat, son affirmation et, pourquoi pas, (pour les nostalgiques), sa dictature.

Tant que le prolétariat s'auto-organise, il ne peut le faire qu'à partir de ce qu'il est dans les catégories du capital. Ce n'est pas une question de définition de l'auto-organisation ou de l'autonomie, c'est d'un processus social dont il s'agit, un processus de rupture dans la lutte de classe, l'autotransformation d'un sujet qui abolit ce qui le définit. Dire qu'il s'agit d'un flux, d'une dynamique, masque la rupture comme transformation du sujet de la lutte qui s'abolit comme prolétaire, qui n'est donc plus le sujet qui s'auto-organisait à partir de sa situation de prolétaire. Si le prolétariat s'abolit, il ne s'auto-organise pas. Appeler l'ensemble du mouvement auto-organisation, c'est être aveugle à son contenu.

On peut toujours soutenir que l'auto-organisation est le flux même de ce changement dans la lutte des classes. On aura d'abord fait disparaître la rupture et ensuite on aura dissocié ce qui dans l'activité révolutionnaire est homogène : la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité ou changement de soi. Alors, le prolétariat s'organise mais ne s'auto-organise pas, car le moteur de cette auto-transformation c'est avant tout la

production de ce qu'il est comme une contrainte extérieure : sa raison d'être à l'extérieur de lui-même (c'est-à-dire le capital). Quand, dans le cours de la lutte, il est contraint de remettre en cause ce qu'il est lui-même, il n'y a pas d'auto-organisation parce que le cours de la lutte ne confirme aucun sujet préexistant tel qu'il serait en lui-même en dehors de la lutte. On peut parler « d'auto-organisation de la lutte », cela n'empêche que, dans leurs luttes, les prolétaires ne trouvent que toutes les divisions du salariat et de l'échange et aucune forme organisationnelle ne peut surmonter cette division, seul le peut le changement de contenu de cette lutte, mais alors c'est la rupture *consistant à reconnaître dans le capital sa propre nécessité en tant que classe* (à l'extérieur de soi), le contraire même de tous les « auto... ». On ne peut affirmer, ce qui est maintenant incontournable, que la révolution est abolition des classes et communisation immédiate et fonctionner sur un schéma qui valorise l'auto-organisation comme processus révolutionnaire¹²⁾. L'auto-organisation pourrait être ce processus dans la mesure où elle est le « refus des médiations », mais outre que l'on a ici ce qui a toujours été l'antienne de l'ultragauche, *ce qui annonce la rupture ce n'est pas le refus des médiations mais la remise en cause de ce qui fait qu'il y a médiation : être une classe*.

En ce sens, il n'y a pas eu d'auto-organisation durant les émeutes en Grèce. Les gens ont décidé ensemble de ce qu'ils allaient faire, sans que la décision collective et/ou majoritaire soit une condition de leurs actions. Quant aux coordinations enseignante et étudiante, elles ont été largement et purement des lieux d'empoignades formelles gauchistes ; déjà le texte de 2006 de Blaumachen (*L'occupation, pas la démocratie !*) évoquait toute la suspicion que maintenant ce genre d'organisation suscite : « La coordination nationale est une tentative politique certaine de dominer le mouvement » (Blaumachen, *op. cit*).

De nos jours, la multiplication des divers collectifs, qui ont le plus grand mal à se coordonner quand ils le cherchent, rend palpable que l'unité de la classe est une objectivation dans le capital. C'est l'extériorisation de l'appartenance de classe qui est annoncée comme caractéristique actuelle, présente, de la lutte en tant que classe. Il ne s'agit pas de dire que plus la classe est divisée, mieux c'est, mais que la *généralisation* d'un mouvement de grèves ou d'émeutes n'est pas synonyme de son *unité*, c'est-à-dire du dépassement de différences considérées comme purement accidentelles et formelles. Il s'agit de commencer à comprendre ce qui se joue dans ces mouvements diffus, segmentés et discontinus : *la création d'une distance avec cette unité « substantielle » objectivée dans le capital*. L'unité du prolétariat ne peut plus être que l'activité dans laquelle il s'abolit en abolissant tout ce qui le divise.

Comment pourra se construire, dans un mouvement général de lutte de classe, une « unité » qui n'en soit pas une, mais une *inter-activités* ? Nous n'en savons rien... Mais la lutte de classe nous a souvent prouvé son infinie inventivité.

Un jalon historique

Durant les émeutes, si la production par le prolétariat de sa propre existence comme classe en tant que contrainte extérieure ne s'est pas autonomisée dans le refus de la condition prolétarienne devenant mode de vie et préalable à l'opposition au capital, c'est que d'emblée se trouvaient unifiés en lui les termes de la lutte contre la précarité qui avaient scindé, par exemple en France, la lutte anti-CPE du printemps 2006 dans sa relation aux émeutes qui

l'avaient précédée en novembre 2005 dans les banlieues. C'est en cela que ces émeutes sont un jalon historique : elles sont une claire formulation de la production d'un écart à *l'intérieur* de l'activité en tant que classe ; elles sont un « dépassement » des limites de mouvements qui les ont précédées ; elles ne se situent pas seulement dans le capital tel qu'il est sorti de la restructuration des années 1970-1980, mais encore dans le début de la crise de ce capitalisme.

En France, en novembre 2005, en ce qu'elle n'a rien revendiqué, le contenu de la révolte fut le refus des causes de la révolte, les émeutiers ont attaqué leur propre condition, ils ont pris pour cibles tout ce qui les produit et les définit. S'il en a été ainsi, cela ne tient pas à un imaginaire radicalisme intrinsèque aux « lascars de banlieues ». Cela tient à la conjonction de deux causes actuelles : d'une part, la situation particulière de cette fraction du prolétariat, d'autre part, le fait que, de façon générale, *la revendication n'est plus ce qu'elle était* (elle n'est plus le marche-pied de la montée en puissance du prolétariat à l'intérieur de la société capitaliste préfigurant et préparant son affirmation comme classe dominante, généralisant sa condition à l'ensemble de la société). Les émeutiers révélèrent et attaquèrent *la situation de prolétaire maintenant* : cette force de travail mondialement précarisée. Ce qui rendit immédiatement caduc, dans le moment même où une telle revendication aurait pu être prononcée, de vouloir être un « prolétaire ordinaire ».

Cette intrication entre revendiquer et se remettre soi-même en cause comme prolétaire, qui est caractéristique de ce cycle de luttes et qui se résume dans l'appartenance de classe comme limite générale de ce cycle, a été portée à son paroxysme dans les émeutes de novembre 2005 du fait de la particularité de leurs acteurs. La revendication avait disparu.

Trois mois après (au printemps 2006), durant la lutte anti-CPE, tout le monde savait ce qui pouvait sortir d'un retrait du CPE, au mieux, si les projets syndicaux avaient triomphé : une flexsécurité à la française. Qui en voulait ? Certainement pas la majorité des étudiants, précaires, lycéens qui étaient dans la rue. En tant que mouvement revendicatif, cela aurait été pourtant la seule issue. Issue que le mouvement ne pouvait pas se dire à lui-même. Le mouvement anti-CPE était un *mouvement revendicatif dont la satisfaction de la revendication était inacceptable pour lui-même en tant que mouvement revendicatif*. En tant que mouvement revendicatif, le mouvement des étudiants ne pouvait se comprendre lui-même qu'en devenant le mouvement général des précaires, mais alors, soit il se sabordait lui-même dans sa spécificité, soit il ne pouvait qu'être amené à se heurter plus ou moins violemment à tous ceux qui, dans les émeutes de novembre 2005, avaient montré qu'ils refusaient de servir de masse de manœuvre. Faire aboutir la revendication par son élargissement sabotait la revendication. Qui pouvait croire à la jonction avec les émeutiers de novembre sur la base d'un CDI pour tous ? Cette jonction était d'une part objectivement inscrite dans le code génétique du mouvement et, d'autre part, cette *nécessité* même de la jonction induisait un amour/haine interne au mouvement, tout aussi objectif. La lutte anti-CPE a été un mouvement revendicatif dont la satisfaction de la revendication est devenue inacceptable pour lui-même en tant que mouvement revendicatif.

Les émeutes en Grèce ont commencé là où la lutte anti-CPE avait fini.

« Je n'ai aucune compétence particulière pour commenter la spécificité de la situation grecque, mais j'ai l'impression qu'elle présente d'importants contrastes avec les événements de 2005 en France. Si la ségrégation spatiale de la jeunesse pauvre et immigrée semble

moins extrême qu'en région parisienne, les perspectives d'emploi pour les enfants de la petite bourgeoisie sont bien pires : le croisement de ces deux facteurs met dans les rues d'Athènes une coalition plus diverse d'étudiants et de jeunes adultes sans emploi. Par ailleurs ils, héritent d'une tradition continue de protestation et d'une culture de résistance unique en Europe. » (Mike Davis, *op. cit.*).

L'inclusion des travailleurs migrants dans le mouvement est un des éléments les plus significatifs de ce jalon historique posé par les émeutes en Grèce. « En ce qui concerne les immigrés, les Albanais de deuxième génération participèrent principalement aux attaques contre les flics et les bâtiments, et les immigrés d'autres origines – principalement Afghans et Africains – s'en tinrent aux pillages. » (TPTG et Blaumachen, *op. cit.*). Les militants du « Repaire athénien des immigrés albanais » distribuaient le 15 décembre un tract au piquet de grève étudiant à l'extérieur du quartier général de la police, revendiquant leur part dans les émeutes : « Ces jours sont également les nôtres ». L'attaque au vitriol d'une syndicaliste d'une entreprise de nettoyage bulgare un peu trop récalcitrante, Konstantina Kuneva, durant cette période d'émeutes ne peut être simplement le fruit du hasard. Pour la classe capitaliste, il s'agit pas seulement de combattre mais de *punir*. À terme, c'est l'ensemble du prolétariat qui devra être traité en *ilotés*¹³⁾ au sein du mode de production capitaliste.

Il faut bien considérer que nous sommes engagés dans une lutte des classes qui est un large mouvement historique avec ses tendances profondes, ses restructurations, ses *nécessités*, mais nous y sommes engagés *au jour le jour*. C'est dans l'interaction incessante de tous ces niveaux, entre le spécifique et le général, que nous nous fauflons, que nous devons peser nos actions et celles de l'adversaire. (Dans le même ordre d'idée, Marx dit quelque part que l'on ne doit pas tenir compte du hasard car les événements hasardeux, par définition, vont dans tous les sens et à la fin s'annulent ; cela est vrai, mais sur une grande série et à long terme). Il en est ainsi en ce qui concerne, l'agression (à ce moment-là) contre Konstantina Kuneva ou les probables manœuvres de provocations que furent les tirs sur la police. Le peu d'intérêt de prendre en compte ce genre de choses est vrai pour autant que nous nous trouvons à distance, chronologique ou autre. Mais pour qui est impliqué dans les événements, cette attitude est intenable. En Italie, après Piazza Fontana, l'Italicus et la gare de Bologne, il aurait été irréaliste d'être indifférent à l'interprétation de ces événements. Nous n'avons pas le loisir de faire l'économie d'une compréhension critique en continu de ce fil des événements qui, avant d'être l'histoire, ses lois et sa nécessité, est notre quotidien aléatoire et ambigu. Les « provocations » sont une composante ordinaire de la répression et de la gestion de la lutte des classes de la part du capital et de son État. Évacuer ce type de question, c'est avoir une conception du capital dans sa virginité objectiviste qui n'aurait qu'à se contenter d'être. Le procès du capital, c'est le procès de la lutte des classes et celles-ci sont composées d'être humains bien réels avec leurs décisions, leurs erreurs, leur génie.

Pour conclure : il se peut que cette lutte n'ait pas été vraiment massive, mais unifiante, elle a dépassé les contradictions internes de la période automne 2005/printemps 2006 en France. L'adhésion de beaucoup d'autres que les « enragés » ou les « manifestants directs », dans leur attitude offensive vis-à-vis des flics vus comme une « armée d'occupation » et l'écho qu'elle a un peu partout, peut indiquer que ce qui est en jeu en Grèce, dans ce conflit-là, est reconnu largement de par le monde, que la situation des prolétaires grecs est une situation générale dans ce moment particulier où la crise s'annonce largement et dont les conséquences concrètes sont perceptibles partout. Il s'agit de la création d'une position

commune dans le rapport d'exploitation qui n'est pas parvenue à terme dans les émeutes en Grèce, mais dont la dynamique à l'intérieur de la lutte de classe a été posée : abolir le capital et s'abolir comme classe en agissant en tant que classe. *Hic Rhodus, hic salta*.

Théorie communiste

Ce texte fait partie du livre *Les Emeutes en Grèce* publié par Senonevero en avril 2009.

¹⁾ Ce texte est publié dans ce volume, p. 95.

²⁾ Dans le capitalisme restructuré, la reproduction de la force de travail a été l'objet d'une *double déconnexion*. D'une part déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, d'autre part, déconnexion entre la consommation et le salaire comme revenu. C'est cette double déconnexion qui constitue la revendication salariale comme structurellement illégitime dans cette période du mode de production capitaliste et pas seulement contraire à la valorisation maximale du capital. C'est pour cela que la revendication salariale est certainement devenue le terrain où se prépare la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure et cela *au plus intime d'elle-même* : le rapport salarial par lequel, pour le prolétariat, son existence physique/sociale dépend du capital.

³⁾ Ce que nous entendons par démocratisme radical ne désigne pas seulement une idéologie (« le citoyennisme »), c'est une pratique dont le contenu consiste à formaliser et entériner les limites des luttes actuelles dans leur spécificité. Ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes en est simultanément sa limite intrinsèque. Plus d'existence pour soi confirmée de la classe face au capital. Cela signifie que le prolétariat produit tout ce qu'il est, toute son existence dans les catégories du capital, c'est pour cela qu'il peut en être l'abolition ; mais c'est aussi toute la limite des luttes de cette période que formalise le démocratisme radical : entériner l'existence de la classe dans le capital. Tout cela est bien réel dans la lutte de classe et il existe un *parti de l'alternative* dont l'existence devient la justification de son idéologie. Pour le démocratisme radical la critique du mode de production capitaliste se limite à la nécessité pour le prolétariat de maîtriser ses conditions d'existence. Pour cela ce mouvement social trouve dans la démocratie revendiquée comme radicale la forme et le contenu le plus général de son existence et de son action (maîtrise, contrôle). Le prolétaire est remplacé par le citoyen, la révolution par l'alternative. Le mouvement est vaste : de formes qui ne revendiquent qu'un aménagement, un capitalisme à visage humain, jusqu'à des perspectives alternatives qui se veulent rupture d'avec le capitalisme tout en demeurant dans la problématique de la maîtrise, du contrôle, de la gestion.

⁴⁾ Ici, Mike Davis oublie l'importance des affrontements des *Black blocs* avec la police dans l'importance et la dynamique de ces anti-sommets. Si cela ne change rien à l'analyse générale présentée dans cette citation, cet oubli ne permet pas de comprendre les contradictions mêmes de cette période du démocratisme radical et donc ne permet pas de comprendre que, dans la situation présente, sont en passe d'être dépassées *et* le démocratisme radical *et* l'autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes, c'est-à-dire la remise en cause de son appartenance de classe comme quelque chose à réaliser *face* au capital et non comme étant intrinsèque à la contradiction qu'est l'exploitation : dans les deux cas une autre vie était possible comme une alternative.

⁵⁾ « Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail. Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le double moulinet du procès lui-même, qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. Sa servitude économique est moyennée et, en même temps, dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, par la fiction du libre contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail. Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value ; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié » (Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre XXIII, Ed.

Sociales, t.3, pp. 19–20).

⁶⁾ Ce texte se trouve dans ce volume, p. 120

⁷⁾ Aghios Dimitros : 5 jours ; Halandri : 8,5 jours ; Zografou, en janvier, occupation d'un vieux café municipal qui a duré 12 jours ; seule l'occupation d'un autre vieux café municipal à Nea Smirni est toujours en cours après deux mois et demi (mars 2009).

⁸⁾ L'évaluation du nombre des manifestants et, encore plus, parmi ceux-ci, des émeutiers est, on le sait, un exercice difficile. Si l'on compare les chiffres donnés dans la *Présentation actualisée...* écrite en décembre par TPTG et Blaumachen et ceux figurant dans le texte *Comme un hiver d'un millier de Décembre* des mêmes auteurs, rédigé début février 2009, on constate des écarts notables. Les 10 000 émeutiers de la nuit du 6 décembre (*Présentation actualisée...*) deviennent 2 000 dans le texte de février ; en revanche les 4 000 du second jour deviennent 10 000. Le troisième jour (lundi 8 décembre), les 1500 émeutiers de la manifestation de 20 000 personnes (chiffre inchangé quant à lui) deviennent 10 000 dans le texte de février. Pour les manifestations des jours suivants, le texte de février ne donne plus de chiffres, on peut supposer « valables » ceux du texte de décembre.

⁹⁾ Ce texte a circulé en France sous ce titre, mais son titre exact est seulement *Une lettre ouverte aux étudiants*, elle a été écrite par un participant aux événements dans le but de réduire la distance entre travailleurs et étudiants.

¹⁰⁾ GSEE : Confédération syndicale des travailleurs de Grèce. Elle est la centrale syndicale unique dont la direction est liée au Parti socialiste grec.

¹¹⁾ « Travail productif n'est qu'une expression ramassée pour désigner l'ensemble du rapport et la manière dont l'ouvrier et le travail se présentent dans le procès de production capitaliste. » (Marx, *Un chapitre inédit du Capital*, Ed. 10/18, p. 231)

¹²⁾ Précisons que par communisation et abolition des classes nous entendons, dans le cours même de la lutte révolutionnaire, l'abolition de l'État, de l'échange, de la division du travail, de toute forme de propriété, l'extension de la gratuité comme unification de l'activité humaine. Ce sont là des « mesures » abolissant le capital, imposées par les nécessités mêmes de la lutte contre la classe capitaliste. C'est ce contenu de la révolution à venir que, dans le cycle de luttes actuel, les luttes annoncent chaque fois que le fait même d'agir en tant que classe apparaît comme une contrainte extérieure, une limite à dépasser.

¹³⁾ Les ilotes, qui appartenaient aux anciennes populations soumises par Sparte, étaient des esclaves d'État, attachés à la terre et astreints à des redevances, concédés par la cité à des citoyens déterminés. Ils n'avaient pas de droits politiques, mais leur nombre était grand et les Spartiates redoutaient leurs révoltes.